



**BIO-UV Group**

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 7.837.969 €

Siège social : 850, avenue Louis Médard, 34400 Lunel

527 626 055 R.C.S Montpellier

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2018**

## I. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes présentés pour l'année écoulée dans le rapport financier annuel sont établis conformément aux normes comptables applicables, et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. J'atteste également que le rapport de gestion (figurant en pages 4 à 24) présente, à ma connaissance, un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

A Lunel, le 29 avril 2019

Benoit GILLMANN  
Président Directeur Général

### **Responsable de l'information financière**

Laurent-Emmanuel MIGEON

Directeur Général Délégué

Adresse : 850, avenue Louis Médard, 34400 Lunel

Téléphone : +33 (0)4 99 13 39 11

Courriel : [investisseurs@bio-uv.com](mailto:investisseurs@bio-uv.com)

## II. MESSAGE DU PRESIDENT

Madame, Monsieur, Chers actionnaires,

L'introduction en bourse de la société BIO-UV Group sur Euronext Growth® Paris a eu lieu début juillet 2018, et depuis, le groupe BIO-UV n'a cessé de se développer, et il a notamment été réalisé :

- une simplification juridique du groupe BIO-UV en France a été engagée au cours de l'exercice 2018 et s'est réalisée le 1<sup>er</sup> janvier 2019. En effet, à la suite de la transmission universelle du patrimoine de BIO-SEA au profit de BIO-UV Group, BIO-UV Group est désormais la seule société en France,
- une croissance de 22 % du chiffre d'affaires entre 2017 et 2018 dont une croissance de l'activité BIO-SEA de 68 %, toutes deux supérieures aux attentes ;
- une croissance de l'effectif notamment en ce qui concerne les postes commerciaux :
  - recrutement d'un manager commercial dans le cadre de l'ouverture d'une filiale en Asie (Hong Kong) pour l'activité BIO-SEA,
  - recrutement d'un commercial pour l'activité historique en Asie (basé au Vietnam),
  - recrutement d'un commercial pour l'Ouest de la France pour l'activité historique,
  - l'équipe de production a été étoffée pour assumer les commandes et est encadrée par un nouveau chef de production.

En résumé, BIO-UV Group a eu une activité très intense conforme au business plan et avec les résultats escomptés :

- l'activité historique, toutes les applications de désinfection hors traitement d'eau des ballasts de navire, est et reste stratégique. Notre activité en France est en croissance. Concernant l'export le Groupe a connu un léger repli très temporaire dû à un contexte géo-stratégique tendu, des embargos imposés (Iran, Qatar) et des décalages par rapport au volume de ventes espéré. Le début d'année 2019 est cependant très rassurant ;
- l'activité BIO-SEA de traitement d'eau des ballasts de bateau, est conforme à nos attentes, c'est-à-dire une montée en puissance due (i) à l'entrée en vigueur de la réglementation de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) en septembre 2017 pour les bateaux neufs et en septembre 2019 pour les bateaux existants et (ii) à l'obtention de la certification *United States Coast Guard* (USCG) en juin 2018. Les armateurs commencent à planifier et s'organiser et de très nombreuses négociations de séries de flottes sont en cours. Le pic des équipements de navires est envisagé entre 2021 et 2024<sup>1</sup>, les armateurs devant aussi faire face à la réglementation sur la pollution par les fumées (scrubbers).

L'équipe BIO-UV Group poursuit la stratégie qu'elle a établi sur ses marchés historiques en croissance significative et sur le marché des ballasts où l'accélération est présente. En parallèle une attention particulière est donnée à des opportunités de croissance externe.

L'année 2018 est marquée par un résultat net du Groupe positif, une croissance importante et une forte structuration interne.

Toute l'équipe est mobilisée et motivée pour réaliser les objectifs fixés par le Groupe pour l'année 2019 et répondre aux attentes des marchés sur lesquels il intervient, malgré la vive concurrence.

Nous vous remercions pour votre confiance.

Bien cordialement,

Benoit GILLMANN  
Président Directeur Général

---

<sup>1</sup> Source : Société

### III. RAPPORT DE GESTION

Dans le présent rapport, le terme « Groupe » désigne la société BIO-UV Group et ses filiales BIO-SEA et BIO-UV-Asia (Hong Kong), les termes « BIO-UV Group » ou la « Société » désignent la société BIO-UV Group. Le terme « BIO-UV-Asia » désigne la société BIO-UV-Asia. Le terme « BIO-SEA » désigne la société BIO-SEA.

#### **III | 1 Informations sur la vie économique de la Société et du Groupe**

##### **III.1.1 Le Groupe BIO-UV**

###### **III.1.1.1 Description des activités de BIO-UV Group**

Créé en 2000, BIO-UV Group conçoit, fabrique et commercialise des systèmes innovants de désinfection de l'eau par ultraviolets (UV), pour répondre à l'enjeu majeur que représente le traitement de l'eau au niveau international, dont le développement est porté par des problématiques sanitaires, économiques et environnementales. Le Groupe investit fortement sur sa gamme de produits afin d'être en mesure de fournir les solutions attendues par ses clients dans les marchés adressés :

- Le marché récréatif sur lequel BIO-UV Group est numéro 1 en France et en Europe pour le traitement par UV des eaux de piscines résidentielles sans chlore, ainsi que sur le marché public et semi public de la déchloramination en bassins collectifs ;
- Les marchés municipaux et industriels, recouvrant les applications liées aux activités de potabilisation, de traitement des effluents, de réutilisation des eaux usées (REUSE), d'aquaculture, et des eaux de process industriels ;
- Le marché des eaux de ballast de navires qui, depuis septembre 2017, fait l'objet d'une nouvelle réglementation internationale imposant à tous les bateaux de disposer d'un équipement de traitement de leurs eaux de ballast ;

Cotée en bourse depuis le 10 juillet 2018 sur le marché Euronext Growth® Paris, BIO-UV Group poursuit son développement grâce (i) à une force commerciale dédiée en France et à l'international, et au (ii) développement de partenariats avec des opérateurs spécialisés, notamment pour le marché du traitement des eaux de ballast de navires qui offre d'importantes perspectives de croissance.

Au cours de l'exercice 2018, le Groupe était composé d'une société mère (BIO-UV Group), d'une filiale dédiée à l'activité du traitement des eaux de ballast (BIO-SEA), et d'une filiale à Hong Kong pour le développement sur la zone Asie (BIO-UV ASIA) :

- BIO-UV Group est une Société Anonyme de droit français à conseil d'administration, au capital de 7 837 969 euros, dont le siège social est situé 850, avenue Louis Médard à Lunel (34). Elle est immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 527 626 055 ;
- BIO-SEA était une Société par Actions Simplifiée à associé Unique, créée en décembre 2015, au capital de 500 000 euros, détenue à 100% par BIO-UV Group jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2019, date de la réalisation de la transmission universelle de patrimoine de BIO-SEA au profit de BIO-UV Group et de la radiation de BIO-SEA du Registre du Commerce et des Sociétés ;
- BIO-UV-Asia est une Société Anonyme de droit Hong Kongais créée en août 2018, au capital de 10 000 HKD, détenue à 100% par BIO-UV Group. Elle est enregistrée au registre du commerce de Hong Kong sous le numéro 273 78 26 et son siège social est situé à Hong Kong, 1 Austin Road West, KOWLOON.



A la date du présent rapport, le Groupe est constitué de la société mère BIO-UV Group et de sa filiale BIO-UV ASIA.

### **III.1.1.2 Principaux programmes en cours de développement**

Sur ses marchés historiques, BIO-UV Group prévoit d'enrichir ses gammes actuelles, notamment sur les gammes de potabilisation et en aquaculture, en apportant des débits complémentaires. Le Groupe continue à développer sa force commerciale, notamment en Asie, avec la création de sa filiale BIO-UV ASIA.

Le marché du traitement des eaux de ballast est en très forte croissance avec un potentiel estimé à 7,5 milliards de dollars sur la période 2017-2024 grâce à la Convention internationale IMO pour la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires ("Convention BWM") qui est entrée en vigueur le 8 septembre 2017 pour les bateaux neufs et qui entrera en vigueur le 8 septembre 2019 pour les bateaux existants. Troisième opérateur ultraviolet à obtenir sa certification USCG (USA), mais unique système à présenter un temps de rétention égal à 0 pour les eaux non salées (ex : grands lacs), les cibles sont les navires neufs ou existants. D'un point de vue du développement géographique, le groupe continue à se focaliser, entre autre, sur l'Asie, notamment avec la création d'une filiale à Hong Kong et l'embauche d'un responsable commercial expérimenté pour développer les activités du Groupe en Chine, à Hong Kong, à Taiwan, en Corée, au Vietnam et au Japon.

### **III.1.1.3 Technologie**

BIO-UV Group est spécialisée dans la technologie UV-C, permettant d'inactiver un large spectre de micro-organismes vivants : bactéries, virus, protozoaires, moisissures, phytoplanctons, zooplanctons, etc.

Les technologies UV-C revêtent un certain nombre d'avantages face aux autres modes de désinfection de l'eau, à l'instar de l'ozonation ou de la chloration. Les UV offrent, dans la plupart des cas, une désinfection sans produit chimique, sans impact sur les propriétés organoleptiques des fluides (pH, température, etc...), tout en ayant une capacité à traiter un large spectre d'effluents avec un temps de contact rapide. En outre, la facilité et la sécurité d'utilisation de la technologie UV-C présentent, selon l'US Environmental Protection Agency (EPA, Ministère de l'Environnement Américain), des atouts importants, pour un coût modéré.

En 2016, le marché de la désinfection de l'eau par UV représentait environ 1,5 milliards de dollars<sup>2</sup>. Une croissance moyenne annuelle de plus de 6,4 % est attendue jusqu'en 2020 sur ce marché selon la même source.

### **III.1.1.4 Modèle d'affaires**

Pour les marchés historiques l'activité de l'entreprise est liée à la vente de systèmes, pour plus de 75%<sup>3</sup>, et de pièces détachées pour le reste. Ces ventes sont réalisées directement par l'équipe commerciale sur le marché Français ou à l'international à des professionnels du marché du traitement de l'eau, et très rarement, directement à l'utilisateur final.

Pour le marché du traitement des eaux de ballast, les revenus du Groupe sont très majoritairement issus des ventes directes de nos systèmes aux armateurs ou aux chantiers. La part des ventes de pièces détachées sur ce marché, encore peu significative, devrait rapidement atteindre le niveau connu sur les marchés historiques. Enfin, le Groupe développe la mise en place de contrats commerciaux avec des opérateurs reconnus dans le monde maritime, pour couvrir une clientèle plus large et offrir un service sur l'ensemble des continents, comme avec la société DAMEN.

---

<sup>2</sup> Amane advisors sur la base de GWI global water report 2017, Freedonia, Frost&Sullivan

<sup>3</sup> Source : Société

### **III.1.1.5 Le carnet de commandes**

La Société dispose d'un carnet de commandes de 6,4 M€ au 31 mars 2019 (dont 5,4 M€ de commandes livrables sur 2019), se composant de 5, 6 ME sur le segment du traitement des eaux de ballast.

### **III.1.2 Description des faits marquants et de l'activité de BIO-UV pendant l'année 2018 et postérieurement à la clôture**

#### **III.1.2.1 Eléments juridiques**

Concernant BIO-UV Group :

Le 2 janvier 2018, une opération de transmission universelle de patrimoine de la société BIO-UV SAS à la société BIOFIN SAS, devenue BIO-UV Group, a été réalisée avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le 12 mars 2018, les 249.017 obligations convertibles en actions ("**OCA**") dites "*OC Managers*", émises par contrat en date du 21 octobre 2010 conclu entre la Société et Monsieur Xavier BAYLE et la société EURL BGH ont été converties en actions. Le nombre d'actions nouvelles créées à la suite de la conversion de ces OCA a été de 498.034 actions réparties comme suit : 99.606 actions au profit de Monsieur Xavier BAYLE et 398.428 actions au profit de la société EURL BGH.

A la même date, les 586.315 obligations convertibles en actions dites "*OC ATALAYA*" émises par un contrat d'émission d'obligations convertibles en actions ordinaires conclu entre la Société et ATALAYA, un Fonds Professionnel de Capital Investissement, représenté par sa société de gestion ACE MANAGEMENT en date du 19 mai 2014 ont été converties en actions. Le nombre d'actions nouvelles créées à la suite de la conversion de ces OCA a été de 644.425 actions.

En date du 25 avril 2018, la Société constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée a été transformée en société anonyme à conseil d'administration par décision de l'assemblée générale des associés.

L'assemblée générale en date du 25 avril 2018 a décidé de déléguer au Conseil d'administration la possibilité d'émettre et d'attribuer des actions gratuites de la Société. Le Conseil d'administration a usé de cette faculté lors de sa réunion du 25 avril 2018 afin d'émettre 15.000 actions au profit de Monsieur Xavier DEVAL. Ces 15.000 actions gratuites ne sont pas soumises à des conditions de performance mais sont soumises à des conditions de présence du Bénéficiaire au sein de la Société ou du Groupe pendant toute la durée de la période d'acquisition. Par ailleurs, il est prévu que la période d'acquisition soit d'une année et que la période de conservation soit d'une année également.

De janvier à juillet 2018, la Société a mené de front son projet d'introduction en bourse et la gestion de son activité quotidienne. Le 25 juin 2018<sup>4</sup>, le Groupe a annoncé son introduction en bourse sur le marché Euronext Growth® Paris. Le succès de cette introduction en bourse annoncé le 5 juillet 2018<sup>5</sup>, a permis à la Société de réaliser une levée de fonds atteignant les 10,2 millions d'euros après exercice partiel de l'option de surallocation<sup>6</sup>.

La première cotation des actions sur le marché Euronext Growth® Paris a eu lieu le 10 juillet 2018.

<sup>4</sup> Cf. Communiqué de presse du 25 juin 2018

<sup>5</sup> Cf. Communiqué de presse du 5 juillet 2018

<sup>6</sup> Cf. Communiqué de presse du 27 juillet 2018

En août 2018, la société BIO-UV Asia Limited a été créée à Hong Kong pour accélérer le développement commercial du Groupe en Asie. BIO-UV ASIA est détenue à 100 % par la Société.

Lors de sa réunion du 12 novembre 2018, le Conseil d'administration a fait usage de l'autorisation qui lui avait été octroyée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 avril 2018 au titre de sa 18<sup>ème</sup> Résolution, en mettant en œuvre le programme de rachat d'actions et a fixé :

- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat d'actions à 1.000.000 euros, déduction faite des fonds déjà alloués au titre du contrat de liquidité autorisé lors de la réunion du Conseil du 5 juillet 2018 ;
- le montant maximum des actions pouvant être rachetées à 10% du montant du capital social de la Société, déduction faite des actions déjà allouées au titre du contrat de liquidité, étant précisé (i) qu'un montant maximum de 5% des actions composant le capital social de la Société pourra être affecté en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, scission ou apport et (ii) qu'en cas d'acquisition dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% du montant du capital social mentionnée ci-dessus correspondra au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de la présente autorisation ; et
- le prix maximum d'achat par action par la Société de ses propres actions ne devra pas excéder 300% du prix des actions offertes au public dans le cadre de l'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth® Paris, soit un prix maximum de 11,52 euros par action.

Se référer à la section III.4.1.5 du présent document pour le nombre d'actions rachetées dans le cadre de ce programme de rachat au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, le capital social est divisé en 7.837.969 actions d'un (1) euro de valeur nominale et est fixé à la somme de 7.837.969 euros.

#### Concernant BIO-SEA :

- Par décisions en date du 22 novembre 2018, BIO-UV Group, associée unique de BIO-SEA, a décidé la dissolution sans liquidation de la société BIO-SEA par transmission universelle du patrimoine (la « TUP ») de BIO-SEA au profit de BIO-UV Group ;
- Le 30 novembre 2018, un avis annonçant la dissolution sans liquidation a été publié dans le journal d'annonces légales Midi Libre ayant pour conséquence d'ouvrir la période d'opposition des créanciers pour une durée de 30 jours. A la fin de la période d'opposition des créanciers, un certificat de non opposition a été délivré par les greffiers du Tribunal de commerce de Montpellier ayant pour effet la réalisation de la TUP de BIO-SEA au profit de BIO-UV Group.

#### **III.1.2.2 Avancement des activités du Groupe**

Le groupe a obtenu le 20 juin 2018 auprès des autorités Américaines le « *type approval certificate* » pour son système BIO-SEA de traitement des eaux de ballast. Le groupe est ainsi devenu le troisième opérateur mondial à obtenir cet agrément en technologie UV. Depuis cette date, BIO-UV Group possède les 2 *type approval certificates* IMO et USCG, et figure ainsi parmi les rares élus à pouvoir équiper des flottes naviguant dans le monde entier.

Des systèmes de traitement des eaux potables (DW) en basse pression ont été certifiés NSF 50 et « *cryptosporidium evaluated* », ce qui devrait permettre le développement des ventes aux Etats-Unis, sur le marché récréatif (piscines et spas).

### **III.1.2.3 Management et organisation**

#### **Stabilisation des organes de direction et d'administration**

Aucun mouvement n'est intervenu depuis la transformation de la Société en société anonyme à Conseil d'administration le 25 avril 2018. Les organes de direction et d'administration sont décrits en section III.3.1 du présent rapport.

#### **Renforcement de la fonction production avec l'arrivée de Gilles Wallez**

Avec la croissance forte de l'activité BIO-SEA sur le deuxième semestre 2018 et pour les prochaines années, nous avons créé le poste de responsable de production et amélioration continue. Monsieur Wallez, fort d'une expérience réelle et adaptée, sera un acteur clé de l'industrialisation de la production pour l'activité BIO-SEA, et de l'amélioration de notre performance industrielle sur l'activité historique.

### **III.1.2.4 Propriété intellectuelle**

Le lecteur est invité à se référer au chapitre 11 du Prospectus unique ayant obtenu le visa numéro 18-255 par l'autorité des marchés financiers (AMF) en date du 22 juin 2018 et disponible sur son site Internet.

### **III.1.2.5 Eléments financiers**

Les principaux éléments financiers sont traités de manière approfondie dans les annexes des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Il s'agit notamment de la conversion des obligations convertibles en actions<sup>7</sup> et de l'introduction en bourse qui a permis à la Société de lever 10 millions d'euros, atteignant les 10,2 millions d'euros après exercice partiel de l'option de surallocation en date du 26 juillet 2018<sup>8</sup>.

Au total, le nombre d'actions nouvelles émises dans le cadre de l'offre globale s'est établi à 2.650.484 actions (2.601.810 actions nouvelles + 48.674 actions nouvelles dans le cadre de l'exercice partiel de l'option de surallocation), représentant 33,8% du capital.

### **III.1.3 Evénements post-clôture**

#### **Concernant BIO-UV Group**

Au cours du premier trimestre 2019, la société a procédé à la création d'un Comité Social et Economique (CSE) et a organisé de nouvelles élections afin d'élire deux représentants du CSE. Le 8 mars 2019, s'est tenue la première réunion du Comité Social et Economique (CSE) de BIO-UV Group, qui se réunira tous les 2 mois conformément au règlement intérieur dudit CSE.

---

<sup>7</sup> Se référer à la section III.1.2.1 du présent rapport

<sup>8</sup> Cf. Communiqué de presse du 27 juillet 2018

## Concernant BIO-SEA

A la suite de la réalisation de la TUP, la société BIO-SEA a été radiée du Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier le 22 janvier 2019 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

### **III.1.4 Principaux facteurs de risques**

À l'occasion de son introduction en bourse sur le marché Euronext Growth® Paris, en juillet 2018, BIO-UV Group avait présenté les facteurs de risque pouvant l'affecter dans le Prospectus unique ayant obtenu le visa numéro 18-255 par l'autorité des marchés financiers (AMF) en date du 22 juin 2018, et disponible sur son site Internet. A notre connaissance, il n'existe pas de nouveaux risques majeurs par rapport à ceux identifiés dans ce document.

Les litiges et procédures judiciaires présentés dans le Prospectus ont évolué de la façon suivante :

- Le litige avec la société Socome est pendant devant le tribunal de commerce de Montpellier. Dans son jugement du 18 février 2019, il sursoit à statuer dans l'attente du rapport du nouvel expert, celui-ci devant être déposé avant l'été 2019.
- Pour l'affaire BIO-UV Group contre le Ministère des Finances, l'arrêt du 7 février 2019 rendu par la cour administrative d'appel, a accordé l'intégralité de la restitution du crédit d'impôt recherche à la Société.
- Concernant l'affaire Syclope aucun pourvoi n'a été formulé à l'encontre de la décision rendue le 15 mai 2018 par la Cour d'appel de Montpellier et cette dernière est donc désormais définitive.

A la date du présent document, un nouveau litige est en cours par rapport à ceux présentés dans le Prospectus. En effet, le 27 novembre 2018, la Société a fait l'objet d'une assignation en justice devant le Tribunal de première instance du comté d'Allegheny dans l'état de Pennsylvanie aux Etats Unis (le "**Tribunal**"), sur le fondement du contrat de cession aux termes duquel la société Neptune Benson, filiale d'Evoqua, a acquis auprès de BIO-UV Group, 100% des titres de Delta Ultraviolet Corporation. BIO-UV Group a formellement contesté les demandes formulées dans cette assignation par voie de conclusions déposées devant le Tribunal le 12 mars 2019.

### **III.1.5 Perspectives d'avenir**

BIO-UV Group prévoit une accélération de son activité BIO-SEA, avec l'entrée en vigueur le 8 septembre 2019 de l'obligation pour les bateaux existants d'installer un système de traitement de leurs eaux de ballast dans les 5 ans.

L'activité historique qui bénéficie d'une augmentation significative de sa force commerciale tant à l'export (+2) que sur la France (+1) et d'une gamme de produits plus large, laisse entrevoir de belles perspectives de croissance.

## **III | 2 Présentation des comptes et autres informations financières**

### **III.2.1 Analyse des comptes consolidés**

Les comptes consolidés sont établis au 31 décembre, date de clôture de la société de tête BIO-UV Group. Le périmètre de consolidation intègre donc la société mère, BIO-UV Group, et sa filiale BIOSEA détenue à 100%.

Compte de résultat

Produits d'exploitation :

En k€	31/12/2018	31/12/2017	Var.
Chiffre d'affaires	12 415	10 181	22%
Production stockée et immobilisée	684	358	91%
Reprise de provisions	105	94	12%
Autres produits	174	140	24%
Total produits d'exploitation	13 378	10 773	24%

La croissance de 22 % du chiffre d'affaires s'explique par la forte augmentation de l'activité de traitement des eaux de ballast, alors que l'activité historique sur la France a bien progressé, pendant que l'export régressait légèrement en raison du contexte géopolitique.

Les ventes sur l'activité de traitement des eaux de ballast, correspondent à la fourniture de systèmes :

- pour des portes containers neuf ou en retrofit ;
- pour des barges ou vraquiers neufs ou en retrofit;
- pour des bateaux de croisière neuf ;
- pour des yachts de grandes dimensions.

La production stockée et immobilisée a augmenté de 326 K€, alors que la production immobilisée est passée de 573 K€ en 2017 à 552 K€ en 2018.

Analyse de la croissance des ventes par secteurs d'activité :

En k€	31/12/2018	31/12/2017	Var.
Activités historiques	7 160	7 063	1%
Eaux de ballasts	5 255	3 117	69%
Total chiffre d'affaires	12 415	10 181	22%

La légère croissance de l'activité historique d'environ 100 K€ correspond à :

- une forte augmentation sur la France, dont l'activité est passée de 3 667 K€ à 4 252 K€,
- partiellement réduite par une baisse sur l'export, notamment sur le Moyen-Orient.

Analyse du chiffre d'affaire par zone géographique :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
France	6 769	5 232
Europe hors France	2 652	1 913
Asie	1 145	950
Moyen-Orient	436	781
Amérique	747	560
Autre	666	745
Total chiffre d'affaires	12 415	10 181

Résultats d'exploitation :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Achats et variations de stocks	5 178	3 588
Autres achats et charges externes	3 289	2 491
Impôts et taxes	254	251
Charges de personnel	3 728	3 272
Dotations aux amortissements des immobilisations	886	754
Autres provisions et charges d'exploitation	28	11
Charges d'exploitation	13 364	10 367

Les charges d'exploitation ont augmenté de presque 3 M€ par rapport à l'exercice 2017, dont :

- 1,6 M€ sur les achats de matières premières et marchandises, en lien avec l'augmentation de 69% de l'activité du traitement des eaux de ballast ;
- 0,8 M€ sur les autres achats et charges externes, notamment avec un renforcement de plus de 0,4 M€ de la sous-traitance dans le cadre de l'activité de traitement des eaux de ballast, de plus de 0,1M€ des honoraires à la suite de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur Euronext Growth® Paris, de l'augmentation des coûts de transport sur ventes de plus de 0,1M€ ;
- L'augmentation des charges de personnel de 0,5 M€ (+14%), est liée à l'arrivée au 2 janvier 2018 du Directeur des Opérations, au renforcement des équipes commerciales (+2 sur l'activité historique France, +1 export), et BIO-SEA (+2), et à l'attribution d'une prime exceptionnelle post introduction en bourse à l'ensemble des salariés ayant plus d'un an d'ancienneté.
- Les dotations aux amortissement augmentent de 17,5%, sous l'effet du démarrage fin septembre 2018, de l'amortissement des frais de développement qui ont permis l'obtention du certificat USCG.

Le passage à l'EBITDA, constitué de l'ensemble des produits et charges d'exploitation, à l'exclusion des dotations et reprises sur amortissements et provisions est présenté ci-dessous :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Chiffres d'affaires	12 415	10 181
Achats et variations de stocks	(5 178)	(3 588)
Autres achats et charges externes	(3 289)	(2 491)
Impôts et taxes	(254)	(251)
Charges de personnel	(3 728)	(3 272)
Autres produits et charges d'exploitation	894	552
<b>EBITDA</b>	<b>859</b>	<b>1 131</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>7%</i>	<i>11%</i>

L'EBITDA s'est élevé à 859 K€ en 2018, contre 1131 K€ en 2017, sous l'effet conjugué d'une anticipation des investissements humains et organisationnels pour capter la forte croissance à venir, et des charges spécifiquement liées aux sociétés cotées.

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Activités historiques	643	935
En % du CA	9%	13%
Eaux de ballasts	216	196
En % du CA	4%	6%
<b>Total EBITDA</b>	<b>859</b>	<b>1 131</b>

#### Résultat financier

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Produits financiers	7	144
Charges financières	287	932
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(280)</b>	<b>(788)</b>

Les charges financières de 287 K€ en 2018 sont quasiment exclusivement rattachées aux intérêts sur emprunts, qui représentent 238 K€, contre 228 K€ en 2017. En outre, en 2017 les primes de non conversion des OCA représentaient 430 K€.



### Résultat exceptionnel

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Quote part de subvention d'investissement	68	99
SYCLOPE	122	0
Reprise de la dépréciation de l'écart d'acquisition BIO ALLIANCE	0	48
Autres produits	10	20
Total produits exceptionnels	201	167
Impact de la sortie de BIO ALLIANCE	0	163
Charges exceptionnelles SYCLOPE	57	0
Indemnité départ	25	0
Autres charges	51	48
Total charges exceptionnelles	133	211
Résultat exceptionnel	68	(44)

Le résultat exceptionnel 2018 est un profit de 68 K€, lié notamment à la clôture du litige avec la société Syclope qui a été condamnée en appel à verser à la Société 112 K€ au titre des dommages et intérêts, alors que BIO-UV Group devait leur verser 113 K€, et donc passer un complément de charges de 57 K€.

### Impôt sur le résultat

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Impôts dus sur les bénéfices	210	(241)
Impôts différés sur les bénéfices	(453)	(94)
Total impôt sur le résultat	(243)	(335)

En 2018, la Société a bénéficié d'un Crédit d'Impôt Recherche de 205 k€ et a enregistré un Impôt Différé Actif de 453 k€, qui correspond à l'impact fiscal du retraitement des charges liées à l'introduction en bourse, qui dans les comptes sociaux ont été déduites de la levée net d'impôt, mais réintégrées dans le résultat fiscal.

### Résultat net :

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Résultat courant avant impôts	(265)	(382)
Résultat exceptionnel	68	(44)
Impôt sur le résultat	243	335
Total résultat net	46	(91)
Total résultat net part du groupe	46	(91)

## **III.2.2 Activité des sociétés du Groupe**

### **III.2.2.1 Résultats de BIO-UV Group :**

Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la société BIO-UV a été fusionnée avec la société BIOFIN, laquelle a changé sa dénomination sociale en BIO-UV Group. Elle joue donc un double rôle :

- de holding (anciennement dévolu à BIOFIN) détenant les titres de participation des filiales et salariant les principaux managers,
- de société industrielle et commerciale qui fabrique, conçoit et commercialise des systèmes de désinfection de l'eau par ultraviolet, pour nos activités dites historiques et de traitement de ballast.

En 2018, avec l'intégration de l'activité de holding « ex BIOFIN », l'analyse de l'activité 2018 par rapport à l'exercice 2017 n'est pas pertinente. L'analyse des comptes consolidés telle que présentée dans le chapitre précédant est plus adaptée.

### **III.2.2.2 Résultat de BIO-SEA :**

L'analyse de l'activité du traitement des eaux de ballasts doit être réalisée au niveau des comptes consolidés, car une partie significative des contrats est signée avec la société BIO-UV group et toute la production des ventes faites par BIOSEA est réalisée par BIO-UV group. L'exercice 2018 a été marqué par un fort accroissement de l'activité, qui s'est traduit par un chiffre d'affaires en progression de plus de 2 242 K€, à 4 146 K€.

Il est rappelé que la société BIO-SEA a été radiée du Registre du Commerce et des Sociétés le 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la suite d'une transmission universelle du patrimoine de BIO-SEA au profit de BIO-UV Group.

### **III.2.2.3 Résultat de BIO-UV ASIA :**

La société BIO-UV ASIA, créée en août 2018, ayant peu d'activité sur l'exercice, elle n'a pas été intégrée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018. L'impact de l'intégration de cette filiale aurait été une diminution du résultat consolidé de 42 478 €.

## **III.2.3 Financement du groupe**

### **III.2.3.1 Le Capital**

Le tableau ci-dessous synthétise les opérations successives d'augmentations de capital de BIO-UV Group depuis sa création et jusqu'au 31 décembre 2018 :

Date	Libellé	Variation (€)	Nb titres	Nouveau Capital social
13/10/2010	Constitution <sup>(1)</sup>	2.595.026,00	2.595.026	2.595.026,00 €
21/10/2010	Augmentation de capital	1.450.000,00	1.450.000	4.045.026,00 €
12/03/2018	Augmentation de capital <sup>(2)</sup>	1.142.459,00	1.142.459	5.187.485,00 €
9/07/2018	Augmentation de capital	2.601.810,00	2.601.810	7.789.295,00 €
26/07/2018	Augmentation de capital	48.674,00	48.674	7.837.969,00 €

<sup>(1)</sup> Par apport des titres BIO-UV SAS (société dissoute à la suite de la réunion de toutes les parts en une seule main le 27 novembre 2017) à BIOFIN SAS qui a été renommée BIO-UV Group le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>(2)</sup> Augmentation de capital intervenue à la suite de la conversion de 835.332 Obligations Convertibles en date du 12 mars 2018. A la date du présent rapport, toutes les obligations convertibles émises par la Société ont été soit remboursées, soit converties.

Le tableau ci-dessous synthétise les opérations successives d'augmentations de capital de BIO-SEA depuis sa création et jusqu'au terme de l'exercice 2018 :

Date	Libellé	Variation (€)	Nb titres	Nouveau Capital social
18/12/2015	Constitution – apports en numéraire	100,00	100	100,00 €
30/12/2016	Augmentation de capital	499.900,00	499.900	500.000,00 €

Il est rappelé que la société BIO-SEA a été radiée du Registre du Commerce et des Sociétés le 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la suite d'une transmission universelle du patrimoine de BIO-SEA au profit de BIO-UV Group.

### III.2.3.2 Crédit d'Impôt Recherche

La Société bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche, elle a déclaré un montant de 205 K€ au titre de l'exercice 2018, et avait déclaré 241 K€ pour l'exercice 2017.

### III.2.3.3 Emprunts

En k€	31/12/2018	31/12/2017
Financement par l'emprunt Privé	2 690	1 894
Financement BPI	1 350	1 250
Court terme-billet à ordre	0	400
autres	17	27
S/Total emprunt	4 057	3 571
Concours bancaires courants	3	157
Avances conditionnées	225	390
Total	4 285	4 118

En mai 2018, BIO-UV Group a signé avec son pool bancaire de nouvelles lignes de crédit pour un montant total de 1,5 M€, selon la répartition suivante :

- 400 K€ avec la Banque Populaire du Sud,
- 300 K€ avec BPI France,
- 200 K€ avec le Crédit Agricole, le CIC, la BNP et HSBC.

La maturité de ces nouveaux emprunts est comprise entre 5 et 7 ans.

Toutes les facilités bancaires, les billets à ordre, les découverts, et les MCNE (mobilisation des créances détenues sur l'étranger auprès de banques qui permettent de s'affranchir des délais de règlement) ont été remboursés au cours du second semestre 2018.

Le solde d'avance conditionnée de 225 K€ est lié au contrat signé avec la région Languedoc Rousillon le 8 octobre 2015 pour un montant de 450 K€. Cette avance a été accordée pour la conception, essais et qualification d'un équipement complet de traitement des eaux de ballast optimisé, modulable pour les navires de la flotte commerciale mondiale (selon la réglementation américaine). A ce jour le groupe a reçu 315 K€, le solde restant à percevoir, 135K€ sera perçu en 2019, et les remboursements arriveront à terme en 2022.

### **III.2.3.4 Crédit-bail**

Le Groupe a contracté un crédit-bail de 3.500 K€ auprès d'OSEO-INDUSTRIE, FINAMUR et CMCIC-LEASE portant sur son siège social à Lunel en juillet 2013. Ce crédit-bail, d'une valeur de 2.592 K€ au 31 décembre 2018, est considéré comme un emprunt d'une durée de 60 trimestres avec prise d'effet au 4 juillet 2013, au taux d'intérêts de 4,984%.

### **III.2.3.5 Trésorerie**

Le montant de la trésorerie nette s'élève à 5.915 K€ au 31 décembre 2018, alors qu'elle était de 848 K€ au 31 décembre 2017. Cette amélioration de 5 067 K€ est la combinaison des éléments suivants :

- L'introduction en bourse en juillet 2018 qui a permis une levée de fonds net de frais de 8 966 K€ ;
- Une marge brute d'autofinancement de 450 K€ ;
- Une consommation de trésorerie liée à l'accroissement de 2 344 K€ du BFR consécutif à l'augmentation de notre activité Ballast sur le second semestre 2018, et l'anticipation d'une forte activité en 2019 ; et
- Une consommation de trésorerie liée aux activités d'investissement pour 1969 K€.

## **III.2.4 Autres informations financières**

### **III.2.4.1 Proposition d'affectation des résultats**

Il est proposé d'affecter le résultat de l'exercice 2018, soit une perte de (554.703) euros en totalité au compte « Report à nouveau », dont le solde débiteur serait ainsi porté, après affectation à la somme de (520.340) euros.

### **III.2.4.2 Dividendes**

Conformément aux dispositions des articles 223 quinquies et 39-5 quater du Code général des impôts, nous vous rappelons que la Société n'a versé aucun dividende au titre des trois derniers exercices. La Société ne versera pas de dividendes au titre de l'exercice 2018.

### **III.2.4.3 Charges non déductibles**

Conformément aux dispositions des articles 223 quinquies et 39-5 quater du Code générale des Impôts, nous vous indiquons que l'exercice clos le 31 décembre 2018 ne fait apparaître aucune dépenses ou charge visée à l'article 39-4 du Code général des Impôts.

### III.2.4.4 Délais de paiement clients et fournisseurs

Au 31 décembre 2018 les dettes fournisseurs inscrites au passif de la Société s'élèvent à 3 085 k€ (vs. 1 827 k€ au 31 décembre 2017) :

En milliers d'€	Dettes à échoir			
	< à 30j	de 30j à 60j	> à 60j	Total TTC
Fournisseurs (TTC)	2 319	743	24	3 086
	580	223	5	808

Au 31/ décembre 2018 les créances clients inscrites à l'actif de la Société s'élèvent à 3 315 k€ (vs. 751 k€ au 31 décembre 2017) :

En milliers d'€	Créances à échoir			
	< à 30j	de 30j à 60j	> à 60j	Total TTC
Clients (TTC)	1 343	1 906	66	3 315
Nombre de factures	355	168	25	548

### III.2.4.5 Tableau des résultats des 5 derniers exercices

<u>Nature des Indications / Périodes</u> <u>Durée de l'exercice</u>	31/12/2018 12 mois	31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois	31/12/2015 12 mois	31/12/2014 12 mois
<b>I - Situation financière en fin d'exercice</b>					
a) Capital social	7 837 969	4 045 026	4 045 026	4 045 026	4 045 026
b) Nombre d'actions émises	7 837 969				
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
<b>II - Résultat global des opérations effectives</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	11 610 743	732 770	777 012	1 005 994	952 252
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	418 550	122 663	64 891	-72 088	-51 377
c) Impôt sur les bénéfices	209 936				7 473
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	208 615	122 663	64 891	-72 088	-58 850
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-554 705	99 535	34 778	-99 950	-76 057
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
<b>III - Résultat des opérations réduit à une seule action</b>					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	0				
b) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-0				
c) Dividende versé à chaque action					
<b>IV - Personnel :</b>					
a) Nombre de salariés	61	6	6	12	12
b) Montant de la masse salariale	2 351 145	349 597	325 257	589 175	547 045
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	999 526	153 549	145 522	265 830	239 701

### III.2.4.6 Prêt inter-entreprises

Aucun prêt inter-entreprises visé à l'article L.511-6 du code monétaire et financier n'a été consenti par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

### **III | 3 Gouvernement d'entreprise**

#### **III.3.1 Les organes de direction et d'administration**

##### **III.3.1.1 Conseil d'administration**

Le 25 avril 2018, la Société a tenu une assemblée générale ordinaire et extraordinaire afin de procéder à la transformation de la Société en société anonyme à conseil d'administration.

A la date du présent rapport, la composition du Conseil d'administration est la suivante :

<b>Président du Conseil d'administration :</b>	Benoit GILLMANN
<b>Administrateurs :</b>	Laurent-Emmanuel MIGEON Xavier BAYLE Thierry NOEL La société SORIDEC, représentée par Madame Geneviève BLANC Anne LARDOUX-DE PAZZIS (Administrateur indépendant)
<b>Censeurs :</b>	La société ACE Management, représentée par Monsieur Laurent SASSIER

##### **III.3.1.2 Comités**

A la date du présent rapport, aucun comité n'a été institué par le Conseil d'administration. Toutefois, les statuts (article 18) et le règlement intérieur prévoient la possibilité pour le Conseil d'administration d'instituer un certain nombre de comités ad hoc.

##### **III.3.1.3 Direction**

A la date du présent rapport, la composition de la Direction de la Société est la suivante :

Président Directeur Général :	Benoit GILLMANN
Directeur Général Délégué :	Laurent-Emmanuel MIGEON
Directeur Technique R&D :	Xavier BAYLE
Directeur Production et achat :	Benoit CARIBENT
Directeur commercial France :	Laurent MARQUES
Directrice export :	Anne JULIA

### **III.3.1.4 Mandat des commissaires aux comptes**

Jean-Paul LACOMBE a été nommé commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six exercices qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

La société PricewaterhouseCoopers Audit SAS a été nommée co-commissaire aux comptes titulaire par l'assemblée générale mixte des associés en date du 18 décembre 2017 pour une durée de six exercices qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Christophe GODDYN a été nommé commissaire aux comptes suppléant pour une durée de six exercices qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Patrice MOROT a été nommé co-commissaire aux comptes suppléant par l'assemblée générale mixte des associés en date du 18 décembre 2017 pour une durée de six exercices qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

### **III.3.1.5 Prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme**

Dans le cadre des Règles Euronext Growth® en vigueur, il est précisé que BIO-UV Group, ses dirigeants et mandataires sociaux respectent la Directive (UE) 2015/849 du Parlement Européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Par ailleurs, BIO-UV Group, ses dirigeants et mandataires sociaux ne figurent pas sur la liste de sanctions de l'Union Européenne ou la liste établie par l'OFAC.

## **III | 4 Informations relatives aux titres de la Société**

### **III.4.1.1 Actionnariat**

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et, compte tenu des informations reçues en application des dispositions des articles L.233-7 et L.233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après, à notre connaissance, l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote au 31 décembre 2018:



	Capital existant				Capital intégralement dilué		
	Nombre d'actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote	Nombre d'instruments dilutifs	Nombre d'actions post-exercice des instruments dilutifs	% du capital intégralement dilué
EURL BGH <sup>(1)</sup>	1.967.068	25,10%	3.509.667	29,54%	0	1.967.068	25,05%
Benoit GILLMANN	661.863	8,44%	1.323.726	11,14%	0	661.863	8,43%
<b>Sous-total Benoit GILLMANN</b>	<b>2.628.931</b>	<b>33,54 %</b>	<b>4.833.393</b>	<b>40,67 %</b>	<b>0</b>	<b>2.628.931</b>	<b>33,48 %</b>
SCR Banque Populaire	777.083	9,91%	1.502.083	12,64%	0	777.083	9,90%
SAS Naxicap Rendement 2018	725.000	9,25%	1.450.000	12,20%	0	725.000	9,23%
SORIDEC	442.647	5,65%	833.211	7,01%	0	442.647	5,64%
ATALAYA <sup>(2)</sup>	696.508	8,89%	696.508	5,86%	0	696.508	8,87%
<b>Sous-total Investisseurs financiers</b>	<b>2.641.238</b>	<b>33,70 %</b>	<b>4.481.802</b>	<b>37,72 %</b>	<b>0</b>	<b>2.641.238</b>	<b>33,63 %</b>
Xavier BAYLE	99.606	1,27%	99.606	0,84%	0	99.606	1,27%
Xavier DEVAL	0	0%	0	0%	15.000	15.000	0,19%
Laurent-Emmanuel MIGEON	26.041	0,33%	26.041	0,22%	0	26.041	0,33%
<b>Sous-total Salariés</b>	<b>125.647</b>	<b>1,60 %</b>	<b>125.647</b>	<b>1,06 %</b>	<b>0</b>	<b>140.647</b>	<b>1,79 %</b>
Flottant	2.442.153	31,16%	2.442.153	20,55%	0	2.442.153	31,10%
<b>TOTAL</b>	<b>7.837.969</b>	<b>100 %</b>	<b>11.882.995</b>	<b>100 %</b>	<b>15.000</b>	<b>7.852.969</b>	<b>100 %</b>

<sup>(1)</sup> société dont le capital est détenu à 100% par Monsieur Benoit GILLMANN, Président Directeur Général de la Société.

<sup>(2)</sup> ATALAYA est un Fonds Professionnel de Capital Investissement, représenté par sa société de gestion ACE MANAGEMENT.

#### III.4.1.2 Franchissement de seuil

Néant.

#### III.4.1.3 Actionnariat salariés

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons qu'aucun plan d'épargne entreprise n'a été mis en place au profit des salariés de la Société.

Au 31 décembre 2018, les salariés détiennent 1,63 % du capital de la Société.

#### III.4.1.4 Opération sur les titres de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité

Le 16 juillet 2018, un contrat de liquidité a été conclu entre la Société et la société de bourse Gilbert Dupont. Pour la mise en œuvre de ce contrat, la somme de 150.000,00 euros en espèces a été affectée au compte de liquidité.

Le 3 octobre 2018, il a été procédé à un apport complémentaire de 100.000,00 euros au compte de liquidité.

Au 31 décembre 2018, la situation du contrat de liquidité était la suivante :

- Nombre d'actions : 45.935 actions ;
- Solde en espèces du compte de liquidité : 89.237,678 Euros ;
- Valeur brute : 146.073 Euros.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 du code de commerce, le tableau ci-après fournit les informations requises sur les opérations réalisées dans ce cadre au cours de l'exercice 2018 :

#### Contrat entre Gilbert Dupont et BIO-UV Group

	Quantité	Cours
Actions en compte au 16/07/18	0	N/A
Actions achetées (cours moyen)	96.253	3,38
Actions vendues (cours moyen)	50.318	3,28
Actions en compte au 31/12/18	45.935	3,18

### III.4.1.5 Opérations sur les titres de la Société dans le cadre d'un programme de rachats d'actions

Il est rappelé que le Conseil d'administration a décidé la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions lors de sa réunion en date du 12 novembre 2018, sur le fondement de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 avril 2018 (18<sup>ème</sup> Résolution)<sup>9</sup> en plus de la conclusion du contrat de liquidité tel que décrit ci-dessus.

La répartition par objectifs des actions détenues dans le cadre du programme de rachat d'action au 31 décembre 2018 est la suivante :

Objectifs de rachat	Nombre d'actions
la mise en œuvre de plans d'options d'achat d'actions, de plans d'attribution gratuite d'actions, d'opérations d'actionnariat salarié réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, conformément aux dispositions légales en vigueur, ou d'allocation d'actions au profit des salariés et/ou dirigeants mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées	11.932
la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	0
leur utilisation dans le cadre de toute opération de couverture des engagements de la Société au titre d'instruments financiers portant notamment sur l'évolution du cours des actions de la Société	0
la conservation des actions et leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, fusion, scission ou apport	0
l'annulation totale ou partielle des actions par voie de réduction du capital social (notamment en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie, la rentabilité des fonds propres ou le résultat par action)	0
l'animation du marché des actions dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de service d'investissement, en conformité avec la Charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers	45.935
la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être autorisée par l'AMF et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur	0
<b>TOTAL</b>	<b>57.867</b>

<sup>9</sup> Se référer à la section III.1.2.1 du présent rapport

#### **III.4.1.6 Opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la Société**

Néant.

#### **III.4.1.7 Prise de participation et prise de contrôle**

En août 2018, la société BIO-UV Asia Limited a été créée à Hong Kong pour accélérer le développement commercial du Groupe en Asie. BIO-UV ASIA est détenue à hauteur de 100 % par la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société n'a réalisé aucune autre prise de participation ou prise de contrôle.

IV. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

**IV | 1 Liste des mandats et fonctions exercées dans toute société par chaque mandataire**

La liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice clos au 31 décembre 2018 est la suivante :

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Durée du mandat	Fonctions exercées dans la Société	Autres mandats actuellement exercés dans d'autres sociétés
<b>Benoit GILLMANN</b>	<u>Date de nomination :</u> 25 avril 2018  <u>Date d'échéance du mandat :</u> AG 2021 sur comptes 2020	Président du Conseil d'administration et Directeur Général	<ul style="list-style-type: none"> <li>• EURL BGH : Gérant</li> <li>• BIO-SEA : Président</li> </ul>
<b>Laurent-Emmanuel MIGEON</b>	<u>Date de nomination :</u> 25 avril 2018  <u>Date d'échéance du mandat :</u> AG 2021 sur comptes 2020	Administrateur et Directeur Général Délégué	N/A
<b>Xavier BAYLE</b>	<u>Date de nomination :</u> 25 avril 2018  <u>Date d'échéance du mandat :</u> AG 2021 sur comptes 2020	Administrateur	N/A
<b>Thierry NOEL</b>	<u>Date de nomination :</u> 25 avril 2018  <u>Date d'échéance du mandat :</u> AG 2021 sur comptes 2020	Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amane Advisors Ltd: Administrateur</li> <li>• Amane Advisors Holdings SAS: Administrateur</li> <li>• Amane Advisors Hong Kong Lts: Administrateur Consoneo SAS : Administrateur</li> <li>• Reasonance industrial Water Investment Ltd: Administrateur</li> <li>• Water Ventures Ltd: Administrateur</li> </ul>
<b>La société SORIDEC, représentée par Madame Geneviève BLANC</b>	<u>Date de nomination :</u> 25 avril 2018  <u>Date d'échéance du mandat :</u> AG 2021 sur	Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Awox: Administrateur (cotée sur Euronext Paris)</li> </ul> En tant que représentante de la société Jeremie LR : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualtera : Membre du comité de</li> </ul>

	comptes 2020		<p>surveillance</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Silkan : Censeur</li> </ul> <p>En tant que représentante de la société Soridec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bionatics : Membre du conseil de surveillance</li> <li>• Callimedia : Membre du comité de surveillance</li> <li>• Compufirst Corp. : Censeur</li> <li>• Finabio : Membre du conseil de surveillance</li> <li>• H2I Technologies : Censeur</li> <li>• Netheos : Membre du comité de surveillance</li> <li>• Oceasoft : Membre du conseil de surveillance</li> <li>• Qualtera : Membre du comité de surveillance</li> <li>• Silkan : Censeur</li> <li>• Web Geo Services : Censeur</li> <li>• Vogo : Censeur</li> </ul>
<b>Anne LARDOUX DE PAZZIS</b>	<p><u>Date de nomination</u> : 25 avril 2018</p> <p><u>Date d'échéance du mandat</u> : AG 2021 sur comptes 2020</p>	Administrateur indépendant	<p>A l'international Madame LARDOUX – DE PAZZIS exerçait les mandats suivants jusqu'en juillet 2018* :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aquasure PTY Ltd</li> <li>• Aquasure Holdings PTY Ltd</li> <li>• Samra Plant Operation &amp; Maintenance Co. Ltd</li> <li>• Samra Wastewater Treatment Plant Co. Ltd</li> <li>• Aguas de Reuso des Tenorio S.A. de C.V.</li> <li>• Concesionaria de Aguas Residuales de Juarez S.A. de C.V.</li> <li>• Tratamiento de Aguas de Culiacan S.A. de C.V.</li> <li>• Tratamiento de Aguas de Pueblas S.A. de C.V.</li> <li>• Tratamiento de Aguas Residuales de Ciudad Juarez S.A. de C.V.</li> </ul> <p>A l'international, Madame LARDOUX-DE PAZZIS exerce le mandat suivant depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stichting Safi Sana Foundation (Pays-Bas) : Administrateur</li> </ul>

\* Mandats exercés dans le cadre de ses fonctions au sein du Groupe SUEZ, fonctions qui se sont terminées en juillet 2018.

#### **IV | 2 Conventions réglementées**

Monsieur Laurent-Emmanuel MIGEON, Directeur Général Délégué, a conclu avec la Société depuis le 2 janvier 2018 un contrat de travail à durée indéterminée qui définit ses conditions d'emploi en qualité de Directeur des Opérations avec un statut de cadre supérieur dirigeant.

Aucune convention réglementée préalablement approuvée ne s'est poursuivie au cours de l'exercice 2018.

**IV | 3 Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires**

Le tableau ci-après présente les différentes délégations financières qui ont été consenties au Conseil par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société du 25 avril 2018 :

<b>Objet de la résolution</b>	<b>Résolution</b>	<b>Durée de validité à compter du 25 avril 2018</b>	<b>Montant nominal maximum (en €)</b>	<b>Mise en œuvre des délégations de compétence/ pouvoirs au cours de l'exercice 2018</b>
Autorisation donnée au Conseil d'administration, à l'effet de décider, sous condition suspensive de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la société sur le marché Euronext Growth Paris (l'«Admission»), l'achat par la Société de ses propres actions.	18	18 mois	1.000.000 €	<i>Réunion du Conseil d'administration du 12 novembre 2018</i> : le Conseil d'administration a décidé de mettre en œuvre cette autorisation selon les conditions indiquées en section III.1.2.1 du présent rapport.
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue de procéder à des réductions de capital par annulation d'actions, sous condition suspensive de l'Admission.	34	18 mois	10% du capital social par période de 24 mois	
Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'obligations remboursables en actions ordinaires nouvelles de la Société (ORA), pour un montant nominal maximum d'emprunt obligataire de un million d'euros (1.000.000 €) avec un montant nominal maximum d'augmentation de capital de trois cent quarante mille euros (340 000 €) sur remboursement des obligations remboursables ; autorisation de l'augmentation de capital correspondante et suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires à l'émission précitée au profit d'une personne dénommée	21	18 mois	340.000 €	



Objet de la résolution	Résolution	Durée de validité à compter du 25 avril 2018	Montant nominal maximum (en €)	Mise en œuvre des délégations de compétence/ pouvoirs au cours de l'exercice 2018
<p>Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires par offre au public de titres financiers, dans le cadre de l'Admission.</p> <p>(Le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles sera fixé par le Conseil d'administration à l'issue de la période de placement et résultera de la confrontation du nombre d'actions offertes à la souscription et des demandes de souscription émanant des investisseurs dans le cadre du placement global, selon la technique dite de « construction d'un livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels de la place)</p>	23	<p>Durée allant jusqu'à la date de règlement - livraison des actions à émettre lors de l'introduction des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris ; cette date ne pouvant en tout état de cause pas être postérieure à vingt-six (26) mois à compter du 25 avril 2018</p>	5.000.000 €	<p><i>Réunion du Conseil d'administration du 5 juillet 2018 :</i></p> <p>Le Conseil d'administration a décidé de procéder à une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription et par offre au public de titres financiers, d'un montant nominal total de 2.601.810 euros, par émission de 2.601.810 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro.</p> <p><i>Décision du Président Directeur Général du 9 juillet 2018 :</i> Le Président Directeur Général a constaté une augmentation de capital d'un montant nominal de 2.601.810 Euros par émission de 2.601.810 actions nouvelles de la Société</p>
<p>Autorisation à conférer au Conseil d'administration d'augmenter le nombre d'actions ordinaires émises dans le cadre de l'Admission, conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce.</p>	24	<p>26 mois (étant précisé que la présente autorisation devra être mise en œuvre dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription de chaque augmentation de capital décidée dans le cadre de la délégation qui précède).</p>	15% du montant de l'émission initiale	<p><i>Réunion du Conseil d'administration du 5 juillet 2018 :</i> Le Conseil d'administration a consentie une option de surallocation à Gilbert Dupont dans le cadre de l'Admission</p> <p><i>Réunion du Conseil d'administration du 26 juillet 2018 :</i> Le Conseil d'administration a décidé de faire un usage partiel de l'option de surallocation et de procéder en conséquence à une augmentation de capital d'un montant nominal total de 48.674 euros, par</p>

Objet de la résolution	Résolution	Durée de validité à compter du 25 avril 2018	Montant nominal maximum (en €)	Mise en œuvre des délégations de compétence/ pouvoirs au cours de l'exercice 2018
				émission de 48.674 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider, sous condition suspensive de l'Admission, l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créances.	25	26 mois	Montant nominal des augmentations de capital : 5.000.000 €* Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 30.000.000 €**	
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider, sous condition suspensive de l'Admission, l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires sans bénéficiaire désigné en faveur du public et offre au public de titres financiers, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce.	26	26 mois	Montant nominal des augmentations de capital : 5.000.000 €* Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 30.000.000 €**	

Objet de la résolution	Résolution	Durée de validité à compter du 25 avril 2018	Montant nominal maximum (en €)	Mise en œuvre des délégations de compétence/ pouvoirs au cours de l'exercice 2018
<p>Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider, sous condition suspensive de l'Admission, l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeur mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de bénéficiaires (sociétés d'investissement et fonds d'investissement de droit français ou de droit étranger investissant dans un secteur similaire ou complémentaire à celui de la Société / sociétés industrielles ayant une activité similaire ou complémentaire à celle de la Société)</p>	27	18 mois	<p>Montant nominal des augmentations de capital : 1.000.000 €*  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 6.000.000 €**</p>	
<p>Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider, sous condition suspensive de l'Admission, l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeur mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires sans bénéficiaire désigné en faveur d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, par placement privé et dans la limite de 20% du capital social par an.  (Le prix d'émission des actions</p>	28	26 mois	<p>Le montant nominal des augmentations de capital sera limité à (i) 20% du capital (tel qu'existant à la date de l'opération) par an et (ii) 1.000.000 €*  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 6.000.000 €**</p>	

Objet de la résolution	Résolution	Durée de validité à compter du 25 avril 2018	Montant nominal maximum (en €)	Mise en œuvre des délégations de compétence/ pouvoirs au cours de l'exercice 2018
nouvelles sera fixé par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L.225-136 2° et R.225-114 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, diminuée le cas échéant d'une décote maximale de 20%, après correction de cette moyenne en cas de différence sur les dates de jouissance)				
Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter, sous condition suspensive de l'Admission, dans la limite de 15% le nombre de titres émis en application des quatre résolutions précédentes.	29	26 mois (étant précisé que la présente autorisation devra être mise en œuvre dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription de chaque augmentation de capital décidée dans le cadre de la Résolution qui précède).	15% du nombre de titres de l'émission initiale * et **	
Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de procéder à l'attribution gratuite d'actions	31	26 mois	260.000 €	<i>Réunion du Conseil d'administration du 25 avril 2018 : attribution de 15.000 actions gratuites</i>
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider une augmentation du capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, sous condition suspensive de l'Admission.	33	26 mois	Montant nominal des augmentations de capital : 5.000.000 €*	

\* le montant nominal du plafond des augmentations de capital autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé de 5.000.000 € de nominal (32<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 25 avril 2018)

\*\* le montant nominal du plafond des obligations et autres titres de créances autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé de 30.000.000 € de nominal (32<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 25 avril 2018)

#### **IV | 4 Modalités d'exercice de la direction générale**

Parmi les modalités d'exercice de la direction générale visées à l'article L.225-51-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a décidé, lors de sa réunion du 25 avril 2018, d'opter pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général entre les mains de Monsieur Benoit GILLMANN.

## V. COMPTES CONSOLIDES ANNUELS 2018

### Table des matières

1	Etats financiers consolidés .....	34
1.1	Bilan consolidé.....	36
1.2	Compte de résultat consolidé .....	37
1.3	Tableau de flux de trésorerie.....	38
2	Principes et modalités de consolidation .....	38
2.1	Préambule .....	38
2.2	Référentiel comptable .....	39
2.3	Modalités de consolidation.....	39
2.3.1	Méthodes de consolidation.....	39
2.3.2	Traitement des écarts de première consolidation et des écarts d'acquisition .....	39
2.3.2.1	Principes.....	39
2.3.2.2	Méthode de conversion utilisée .....	40
2.4	Méthodes et règles d'évaluation.....	40
2.4.1	Immobilisations.....	40
2.4.1.1	Modes et méthodes d'évaluation appliqués .....	40
2.4.1.1.1	<i>Immobilisations incorporelles</i> .....	40
2.4.1.1.2	<i>Immobilisations corporelles</i> .....	40
2.4.1.1.3	<i>Contrats de location financement</i> .....	41
2.4.1.2	Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements .....	41
2.4.2	Stocks .....	41
2.4.2.1	Evaluation des stocks .....	41
2.4.2.2	Dépréciation des stocks .....	42
2.4.3	Créances .....	42
2.4.3.1	Evaluation des créances.....	42
2.4.3.2	Dépréciation des créances .....	42
2.4.4	Valeurs mobilières de placement .....	42
2.4.5	Avances conditionnées.....	42
2.4.6	Subventions d'investissement.....	42
2.4.7	Provision pour engagement de départ à la retraite (méthode préférentielle) .....	42
2.4.8	Impôts différés .....	43
2.4.9	Crédit d'impôt recherche .....	43
2.4.10	Charges et produits exceptionnels .....	43
2.4.11	Trésorerie .....	43
2.4.12	Opérations en devises étrangères.....	44
2.5	Informations diverses .....	44
2.5.1	Résultat par action .....	44
2.5.1.1	Résultat par action .....	44
2.5.1.2	Résultat dilué par action .....	44
2.5.2	Honoraires des commissaires aux comptes.....	44
2.5.3	Montant des rémunérations .....	44
2.5.4	Crédit Impôt Compétitivité Emploi .....	45
2.6	Faits marquants .....	45
3	Périmètre de consolidation .....	45
3.1	Périmètre de consolidation .....	45
3.2	Variations du périmètre et des % d'intérêt .....	46
4	Analyses des postes du bilan et du compte de résultat.....	46
4.1	Bilan consolidé.....	46
4.1.1	Actif immobilisé .....	46
4.1.1.1	Ecarts d'acquisition .....	48
4.1.1.2	Immobilisations incorporelles.....	48
4.1.1.3	Immobilisations corporelles .....	49
4.1.1.4	Immobilisations financières .....	49
4.1.2	Autres postes d'actif.....	49
4.1.2.1	Stocks .....	49
4.1.2.2	Créances.....	49
4.1.2.3	Impôts différés : .....	50
4.1.2.4	Titres de placement et disponibilités.....	51

4.1.3	Capitaux propres part du groupe et intérêts minoritaires.....	51
4.1.4	Autres postes du passif.....	51
4.1.4.1	Avances conditionnées.....	51
4.1.4.2	Provisions pour risques et charges.....	51
4.1.4.3	Emprunts et dettes assimilées.....	52
4.1.4.4	Fournisseurs et autres dettes.....	52
4.2	Postes du compte de résultat consolidé.....	53
4.2.1	Charges d'exploitation.....	54
4.2.2	Résultat financier.....	55
4.2.3	Résultat exceptionnel.....	55
4.2.4	Impôt sur le résultat.....	56
5	Autres informations.....	56
5.1	Information sectorielle.....	56
5.1.1	Documentation et explications sur les différents secteurs d'activité.....	56
5.1.2	Décomposition des principales données financières par secteur d'activité :.....	57
	Ventilation du chiffre d'affaires :.....	57
5.2	Engagements hors bilan.....	57
5.2.1	Engagements hors bilan reçus.....	57
5.2.2	Engagements hors bilan accordés.....	57
5.3	Evènements postérieurs à la clôture.....	58

## 1 Etats financiers consolidés

### 1.1 Bilan consolidé

Les comptes consolidés clos au 31 décembre 2018 présentent un total Actif - Passif de 28 436 588 €, et un résultat bénéficiaire part du groupe de 46 312 €.

Actif en EUR	Montants Bruts	Amort. Et Dépréciations	Net 31/ 12/ 2018	Net 31/ 12/ 2017
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>2 737 115</b>		<b>2 737 115</b>	<b>2 737 115</b>
<b>Capital souscrit non appelé</b>				
Immobilisations incorporelles	11 437 251	3 947 989	7 489 262	6 612 278
Immobilisations corporelles	4 274 933	1 411 583	2 863 350	2 937 914
Immobilisations financières	370 305	13 988	356 317	87 576
Participations par mise en équivalence				
<b>Actif immobilisé</b>	<b>16 082 489</b>	<b>5 373 560</b>	<b>10 708 929</b>	<b>9 637 768</b>
Stocks et en-cours	2 938 470		2 938 470	2 080 071
Créances clients et comptes rattachés	3 315 128	6 044	3 309 084	751 202
Actifs d'impôts différés	1 293 548		1 293 548	840 337
Autres créances	1 402 761		1 402 761	686 390
Valeurs mobilières de placement	5 050 677		5 050 677	
Disponibilités	867 734		867 734	1 005 374
<b>Actif circulant</b>	<b>14 868 318</b>	<b>6 044</b>	<b>14 862 274</b>	<b>5 363 374</b>
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>128 270</b>		<b>128 270</b>	<b>142 128</b>
<b>Total Actif</b>	<b>33 816 192</b>	<b>5 379 604</b>	<b>28 436 588</b>	<b>17 880 385</b>
<b>Passif en EUR</b>				
			<b>31/ 12/ 2018</b>	<b>31/ 12/ 2017</b>
Capital social ou individuel			7 837 969	4 045 026
Primes d'émission, de fusion, d'apport			7 165 884	
Ecart de réévaluation				
Réserves			1 708 881	2 049 234
Résultat Groupe			46 312	-91 335
Provisions réglementées				
Titres en auto-contrôle				
<b>Capitaux propres - Part du groupe</b>			<b>16 759 046</b>	<b>6 002 925</b>
<b>Part Hors Groupe - Réserves</b>				
<b>Part Hors Groupe - Résultat</b>				
<b>Fonds non remboursables et assimilés</b>			<b>225 000</b>	<b>390 000</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>			<b>170 878</b>	<b>212 830</b>
Emprunts et dettes financières			6 651 607	8 419 188
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			3 591 297	1 827 496
Dettes fiscales et sociales			588 724	658 557
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			225 177	76 248
<b>Dettes</b>			<b>11 056 805</b>	<b>10 981 489</b>
<b>Comptes de régularisation</b>			<b>224 859</b>	<b>293 141</b>
<b>Total Passif</b>			<b>28 436 588</b>	<b>17 880 385</b>



## 1.2 Compte de résultat consolidé

En EUR	31/12/2018	31/12/2017
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>12 415 472</b>	<b>10 180 553</b>
Production stockée et immobilisée	684 291	357 918
Subventions d'exploitation	171 049	138 730
Reprises sur provisions et transferts de charges	104 997	94 158
Autres produits	2 752	1 532
<b>Autres Produits d'exploitation</b>	<b>963 089</b>	<b>592 338</b>
Achats et variations de stocks	5 177 796	3 587 844
Autres achats et charges externes	3 288 926	2 490 590
Impôts et taxes	254 936	251 238
Charges de personnel	3 727 972	3 271 879
Dotations aux amortissements des immobilisations	885 996	754 300
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres provisions et charges d'exploitation	28 178	11 009
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>13 363 804</b>	<b>10 366 860</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>14 757</b>	<b>406 031</b>
Produits financiers	7 304	143 784
Charges financières	287 148	931 797
<b>Résultat financier</b>	<b>-279 844</b>	<b>-788 013</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>-265 087</b>	<b>-381 982</b>
Produits exceptionnels	200 877	167 027
Charges exceptionnelles	132 754	211 227
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>68 123</b>	<b>-44 200</b>
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>-243 276</b>	<b>-334 847</b>
<b>Résultat des sociétés intégrées</b>	<b>46 312</b>	<b>-91 335</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
<b>Résultat d'ensemble consolidé</b>	<b>46 312</b>	<b>-91 335</b>
<b>Résultat groupe</b>	<b>46 312</b>	<b>-91 335</b>
<b>Résultat hors-groupe</b>		
Résultat par action	0,006	-0,023

### 1.3 Tableau de flux de trésorerie

En EUR	31/12/2018	31/12/2017
<b>Résultat net consolidé</b>	46 312	-91 335
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	856 823	684 129
Variation des impôts différés	-453 211	-94 011
Plus-values de cession, nettes d'impôt	0	161 879
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>449 924</b>	<b>660 662</b>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-2 344 180	1 326 747
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>-1 894 256</b>	<b>1 987 409</b>
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-1 969 936	-3 218 915
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt		
Incidence des variations de périmètres		-343 665
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-1 969 936</b>	<b>-3 562 580</b>
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-44 608
Dividendes en intragroupe		0
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire	10 709 810	
Emissions d'emprunts	2 800 000	2 300 000
Remboursements d'emprunts et fonds non remboursables et assimilés	-4 578 379	-1 996 317
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>8 931 431</b>	<b>259 075</b>
Incidence des variations de cours des devises		
<b>Variations de trésorerie (A)</b>	<b>5 067 239</b>	<b>-1 316 096</b>
Trésorerie d'ouverture (B)	848 327	2 164 423
Trésorerie de clôture (C)	5 915 566	848 327

## 2 Principes et modalités de consolidation

### 2.1 Préambule

Cette annexe est établie en euros.

L'exercice clos au 31 décembre 2018 a une durée de 12 mois comme l'exercice clos au 31 décembre 2017. L'exercice clos le 31 décembre 2017 était le premier exercice pour lequel le groupe a arrêté des comptes consolidés.

#### Date de clôture des comptes consolidés :

Les comptes consolidés sont établis au 31 décembre, date de clôture de la société Tête de Groupe BIO-UV Group SA et de sa filiale (BIOSEA SAS). La société Tête de Groupe BIO-UV Group SA a été créée le 14 octobre 2010. La société BIO-UV Group SA, anciennement BIOFIN SAS, a été renommée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## **2.2 Référentiel comptable**

Les comptes consolidés de BIO-UV Group sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement CRC no 99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

Aucune société étrangère n'est consolidée dans le groupe au 31 décembre 2018.

## **2.3 Modalités de consolidation**

### **2.3.1 Méthodes de consolidation**

Les sociétés dans lesquelles BIO-UV Group dispose directement ou indirectement du contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles est exercée une influence notable sont mises en équivalence.

Dans le cas de contrôle conjoint, les sociétés sont consolidées par intégration proportionnelle.

Aucune société n'est consolidée par mises en équivalence ou par intégration proportionnelle en décembre 2018.

### **2.3.2 Traitement des écarts de première consolidation et des écarts d'acquisition**

#### **2.3.2.1 Principes**

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation à leur juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Lors de la constitution du Groupe, les fonds commerciaux inscrits dans les comptes individuels des sociétés consolidées ont été annulés. La valeur attribuée aux fonds, qu'ils aient été ou non identifiés dans les comptes sociaux, a ensuite été constatée dans les comptes consolidés en tant qu'écart d'acquisition, ou de première consolidation, de ces sociétés.

Les actifs et passifs repris ont été comptabilisés à la juste valeur.

Les écarts d'acquisition négatifs sont constatés en provision pour risque, et sont repris dans le résultat en fonction des objectifs fixés lors de l'acquisition. Il n'existe aucun écart d'acquisition négatif à la date de clôture.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et un test de dépréciation reposant sur l'appréciation de la valeur d'usage correspondant à l'estimation des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie est réalisé à la clôture de chaque exercice.

La valeur actuelle du groupe d'actifs a été déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection de flux de trésorerie basés sur les budgets financiers à 5 ans approuvés par la direction après application d'un taux d'actualisation de 8%.

Nous estimons que les résultats obtenus sont probants et n'aboutissent à la constatation d'aucune dépréciation dans les comptes clos au 31 décembre 2018.

### 2.3.2.2 Méthode de conversion utilisée

Le groupe détient une filiale étrangère, BIO-UV ASIA, qui n'a pas été intégrée au périmètre consolidé car elle est considérée comme non significative.

## 2.4 Méthodes et règles d'évaluation

### 2.4.1 Immobilisations

#### 2.4.1.1 Modes et méthodes d'évaluation appliqués

##### 2.4.1.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- Les licences et logiciels informatiques faisant l'objet d'amortissement,
- Le logiciel, ainsi que les frais engagés pour son adaptation, et la licence d'exploitation du site internet.
- Les frais de développement.

La société a opté pour la méthode préférentielle de comptabilisation des frais de développement à l'actif. Ils sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants sont satisfaits :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention de la Société d'achever le projet de développement et d'utiliser l'immobilisation incorporelle ou de la vendre,
- la capacité à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- la démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le projet de développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Sont activables les coûts qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation, qui incluent :

- les coûts des services utilisés ou consommés pour générer l'immobilisation incorporelle ;
- les salaires et charges du personnel engagé pour générer l'actif.

Les dépenses ne sont activées qu'à partir de la date à laquelle les conditions d'activation de l'immobilisation incorporelle sont remplies notamment lorsque la société dispose d'une assurance raisonnable de la prochaine commercialisation d'un produit à l'issue des tests de validation.

##### 2.4.1.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée réelle d'utilisation du bien.

### 2.4.1.1.3 Contrats de location financement

Les contrats de location financement sont analysés comme des achats à crédit lorsqu'au regard des loyers payés annuellement sur la durée du contrat, de la valeur du bien et du montant de l'option, il existe une forte probabilité que l'option sera exercée à la fin du contrat.

Les biens concernés sont comptabilisés à l'actif avec en contrepartie une dette financière et au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

La valeur d'entrée des biens pris en crédit-bail correspond à la juste valeur du bien loué à la date de signature du contrat. En contrepartie une dette financière étalée sur la durée du contrat est constatée au passif.

### 2.4.1.2 Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements

Les durées d'amortissements sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Eléments	Méthode amortissement	Durée amortissement	
Ecart d'acquisition	NA	ans	
<b>ECARTS D'ACQUISITION</b>			
Frais de recherche et développement	Linéaire	5 à 6	ans
Concessions, brevets et droits similaires	Linéaire	1 à 5	ans
Autres immobilisations incorporelles	Linéaire	1 à 5	ans
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
Terrains	NA	ans	
Terrains en crédit bail	NA	ans	
Constructions	Linéaire	Gros Œuvre 30 Façade et étanchéité 25 Installations Générales et Techniques 20	ans
Constructions en crédit bail	Linéaire	Agencement 10	
Installations techniques, matériel, outillage	Linéaire	2 à 10	ans
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 à 10	ans
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			

*L'amortissement des frais de recherche et développement débute lorsque la société commence à consommer les avantages économiques associés, c'est-à-dire, lorsque les innovations attachées à ces frais de développement commencent à être commercialisées.*

## 2.4.2 Stocks

### 2.4.2.1 Evaluation des stocks

Les stocks de matières premières et de marchandises sont évalués au dernier prix d'achat connu.

La valeur brute des matières, marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les éventuels produits fabriqués ou en cours de fabrication ou de travaux sont valorisés au coût de revient.

#### 2.4.2.2 Dépréciation des stocks

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date d'arrêté des comptes.

La valeur actuelle, correspondant à la valeur probable de cession, est déterminée par application à la valeur brute des stocks d'un taux de dépréciation, variable selon la nature et l'ancienneté des produits.

#### 2.4.3 Créances

##### 2.4.3.1 Evaluation des créances

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

##### 2.4.3.2 Dépréciation des créances

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement.

La dépréciation est déterminée individuellement en fonction des éléments connus à la date d'arrêté des comptes.

#### 2.4.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif pour leur valeur d'acquisition.

Les dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

#### 2.4.5 Avances conditionnées

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la Société ou pour la prospection commerciale territoriale, dont les remboursements sont conditionnels, sont présentées au passif sous la rubrique « Fonds non remboursables et assimilés ».

#### 2.4.6 Subventions d'investissement

Le choix fait dans les comptes individuels, d'inscrire les subventions d'investissements en capitaux propres, n'est pas conservé dans les états financiers consolidés. Celles-ci sont reclassées en produits constatés d'avance.

Conformément au Règlement 99-02, les subventions sont étalées en résultat, au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles ont contribuées à financer.

#### 2.4.7 Provision pour engagement de départ à la retraite (méthode préférentielle)

Les indemnités de fin de carrière sont constatées dans les comptes consolidés pour l'ensemble des sociétés. Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et il est comptabilisé en résultat en « Dotations aux amortissements et provisions ». L'incidence des variations d'hypothèses est constatée immédiatement en compte de résultat.

L'engagement de retraite est évalué selon la méthode prospective qui s'appuie sur la situation future du salarié (ancienneté qu'il aura le jour de son départ) et sur des hypothèses actuarielles :

- Augmentation annuelle des salaires,
- Probabilité de départ (démission, licenciement) du salarié avant l'âge de la retraite,
- Probabilité de mortalité du salarié avant l'âge de la retraite, - Taux d'actualisation.

Paramètres utilisés :

- Age de la retraite : 65 ans
- Hypothèse d'actualisation : 1.57% (Taux iBoxx Corporate AA10+ zone euro)
- Taux de revalorisation annuel des salaires : 2%
- Table de mortalité : table de mortalité 2018 publiée par l'INSEE
- Taux de charges sociales : taux réel des charges supportées par les sociétés

#### **2.4.8 Impôts différés**

Les impôts différés sont calculés conformément à l'approche bilancielle du règlement 99-02.

Le montant de la créance ou de la dette d'impôts à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés, calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements pratiqués en consolidation ainsi que sur les différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal. L'excédent des impôts différés actif, y compris ceux se rapportant aux déficits reportables, sur les impôts différés passifs, déterminés par entité fiscale, est constaté dès lors que la probabilité de sa réalisation est établie.

Pour l'ensemble des sociétés, le taux d'impôt utilisé est de 28% ou 26.5% en fonction de la date à laquelle l'impôt devrait être dû.

#### **2.4.9 Crédit d'impôt recherche**

Des crédits d'impôt recherche sont octroyés aux entreprises par l'État français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis (dépenses de recherche localisées en France ou, depuis le 1er janvier 2005, au sein de la Communauté Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen et ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative) bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.

Le crédit d'impôt recherche est présenté dans le compte de résultat au crédit de la ligne « impôts sur les bénéfices ».

#### **2.4.10 Charges et produits exceptionnels**

La distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel est faite selon les règles du PCG. Le résultat courant est constitué par tous les produits et charges d'exploitation et financier. Le résultat exceptionnel comprend toutes les sommes ne se rattachant pas à l'exploitation courante.

#### **2.4.11 Trésorerie**

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie est définie comme l'ensemble des liquidités du groupe en comptes courants bancaires, caisses et valeurs mobilières de placement, sous déduction des concours bancaires à court terme.



## 2.4.12 Opérations en devises étrangères

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances et dettes en devises étrangères existantes à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date. La contrepartie étant constatée en résultat financier.

## 2.5 Informations diverses

### 2.5.1 Résultat par action

#### 2.5.1.1 Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

Sur la base d'un résultat net part du groupe de 46 312 € et d'un nombre de titres de 7 837 969, il ressort un résultat par actions de 0.006 € pour l'exercice clos au 31 décembre 2018.

#### 2.5.1.2 Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe augmenté des économies des frais financiers réalisées (nettes d'impôt) en cas de conversion des instruments dilutifs (par hypothèse considérée intervenue au 1er janvier de l'exercice clos), par le nombre total d'actions, y compris celles qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions.

#### Résultat dilué par action au 31 décembre 2018 :

Le résultat au 31 décembre 2018 dilué par action s'établit à 0.006 €.

#### Résultat dilué par action 2017 :

Le résultat net de base par action 2017 est négatif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action. En effet, « la perte diluée par action serait nécessairement inférieure à la perte de base (toute prise en compte d'un instrument « dilutif » répartirait en effet la perte sur un plus grand nombre d'actions) » et cet instrument ne pourrait être considéré comme dilutif.

Le résultat 2017 dilué par action s'établit à (0.023) €.

### 2.5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires relatifs aux missions de contrôle légal, des comptes sociaux, des sociétés intégrées dans les comptes consolidés par les commissaires aux comptes, et figurant au compte de résultat consolidé, s'élève à 37 051 € se répartissant à hauteur de 65% pour PwC Audit et 35% pour le cabinet AAM.

Le montant des honoraires dans le cadre de la revue des comptes semestriels s'est élevé à 20 milliers d'euros se répartissant à hauteur de 65% pour PwC Audit et 35% pour le cabinet AAM.

### 2.5.3 Montant des rémunérations

Les membres du Conseil d'administration reçoivent, à raison de leur fonction, des jetons de présence.



Les rémunérations allouées au PDG et aux directeurs généraux par le conseil d'administration, au 31 décembre 2018 et à raison de leur fonction, se sont élevées à 263 191 € contre 128 891 € pour l'exercice clos au 31 décembre 2017.

#### 2.5.4 Crédit Impôt Compétitivité Emploi

Le montant du CICE est comptabilisé au crédit d'un sous-compte dédié du poste charges de Personnel. Il est compris dans le résultat d'exploitation et s'élève à 84 269 €.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi a servi selon les besoins à autofinancer les investissements.

### 2.6 Faits marquants

Les options de conversions des emprunts obligataires convertibles en actions « FCP Atalaya » et « manager » ont été exercées en date du 12 mars 2018 et ont données lieu à une augmentation de capital par émission de 1 142 459 nouvelles actions.

Nous attirons votre attention sur l'opération de transmission universelle de patrimoine de la société BIO-UV SAS à la société BIOFIN désormais appelée BIO-UV Group, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La société BIO-UV Group a été transformée en SA à conseil d'administration le 25 avril 2018.

Le groupe a obtenu le 20 juin 2018 auprès des autorités Américaines le « type approval certificate » pour son système BIOSEA de traitement des eaux de ballast. Le groupe devient ainsi le troisième opérateur mondial à obtenir cet agrément en technologie UV.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société en juillet 2018, 2 650 484 actions nouvelles ont été créés, et 10,2 millions d'euros ont été levés après exercice partiel de l'option de sur allocation. Les frais d'augmentation de capital nets d'impôt sur les sociétés ont été imputés sur les capitaux propres à hauteur de 1.2 M€.

En août 2018, la société BIO-UV Asia limited a été créée à Hong Kong, pour accélérer le développement commercial du groupe en Asie. Elle héberge depuis le premier septembre le responsable commercial sur la zone.

## 3 Périmètre de consolidation

### 3.1 Périmètre de consolidation

Périmètre 2018 :

Sociétés	% Contrôle	% Intérêt	% Intégration	Méthode consolidation
BIO-UV Group	100%	100%	100%	Mère
BIO-UV ASIA	NC	NC	NC	NC - Non Consolidée
BIOSEA	100%	100%	100%	Intégration Globale

Siège social : 850 avenue Louis Médard, 34400 LUNEL.

*La société BIO-UV ASIA, détenue à 100% par BIO-UV Group, ayant eu peu d'activité sur l'exercice, elle n'a pas été intégrée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018. L'impact sur le résultat de l'intégration de cette filiale aurait été une diminution du résultat de 42 478 €. La filiale n'a enregistré aucun chiffre d'affaires depuis sa création*

Périmètre 2017 :

Sociétés	% Contrôle	% Intérêt	% Intégration	Méthode consolidation
BIOFIN	100%	100%	100%	Mère
BIO-UV	100%	100%	100%	Intégration Globale
BIOSEA	100%	100%	100%	Intégration Globale

### 3.2 Variations du périmètre et des pourcentages d'intérêt

Aucune variation de périmètre n'a eu lieu sur l'exercice à l'exception de l'opération de transmission universelle de patrimoine de la société BIO-UV SAS dans BIOFIN, n'ayant eu aucun impact financier au 31 décembre 2018 et la création de la filiale BIO-UV ASIA non consolidée.

## 4 Analyses des postes du bilan et du compte de résultat

### 4.1 Bilan consolidé

#### 4.1.1 Actif immobilisé

Décomposition des valeurs brutes :

En EUR	31/12/2017	Acquisitions	Activation d'immobilisations	Cession	Variation de périmètre	31/12/2018
Ecarts d'acquisition	2 737 115					2 737 115
<b>ECARTS D'ACQUISITION</b>	<b>2 737 115</b>	-	-	-	-	<b>2 737 115</b>
Frais d'établissement	-					-
Frais de recherche et développement	4 253 560	1 536 749	4 707 198			10 497 507
Concessions, brevets et droits similaires	111 911	21 007				132 918
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	150 387	-				150 387
Immobilisations incorporelles en cours	5 363 637		4 707 198			656 439
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>9 879 495</b>	<b>1 557 756</b>	-	-	-	<b>11 437 251</b>
Terrains	303 998	-				303 998
Constructions	3 241 141	9 586				3 250 727
Installations techniques, matériel, outillage	348 951	40 492				389 443
Autres immobilisations corporelles	251 392	79 373				330 765
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>4 145 482</b>	<b>129 451</b>	-	-	-	<b>4 274 933</b>
Titres de participations	-	1 116				1 116
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés		42 478				42 478
Prêts	19 780	- 19 780				
Autres immobilisations financières	67 796	- 42 259				25 537
Créances rattachées à des participations	-	301 174				301 174
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>87 576</b>	<b>282 729</b>	-	-	-	<b>370 305</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16 849 668</b>	<b>1 969 936</b>	-	-	-	<b>18 819 604</b>

Décomposition des amortissements et dépréciations :

En EUR	31/12/2017	Reprises	Dotations	Variation Périètre	31/12/2018
Ecart d'acquisition					
<b>ECARTS D'ACQUISITION</b>	-	-	-	-	-
Frais d'établissement	-				-
Frais de recherche et développement	3 144 986		651 474		3 796 460
Concessions, brevets et droits similaires	86 933		19 272		106 205
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	35 298		10 026		45 324
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>3 267 217</b>	<b>-</b>	<b>680 772</b>	<b>-</b>	<b>3 947 989</b>
Terrains					
Constructions	680 534		152 059		832 593
Installations techniques, matériel, outillage	306 828		26 643		333 471
Autres immobilisations corporelles	220 206		25 313		245 519
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 207 568</b>	<b>-</b>	<b>204 015</b>	<b>-</b>	<b>1 411 583</b>
Titres de participations					
Actifs nets en cours de cession					
Participations par mises en équivalence					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières			13 988		13 988
Créances rattachées à des participations					
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 988</b>	<b>-</b>	<b>13 988</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 474 785</b>	<b>-</b>	<b>898 775</b>	<b>-</b>	<b>5 373 560</b>

## Immobilisations nettes :

En EUR	Montant Brut	Amort. Et Dépréciations	Net 31/12/2018	Montant Brut	Amort. Et Dépréciations	Net 31/12/2017
<b>Ecart d'acquisition</b>	2 737 115		2 737 115	2 737 115		2 737 115
Capital souscrit non appelé						
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>						
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	10 497 507	3 796 460	6 701 047	4 253 560	3 144 986	1 108 574
Concessions, brevets, droits similaires	132 918	106 205	26 713	111 911	86 933	24 978
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	150 387	45 324	105 063	150 387	35 298	115 089
Immobilisations incorporelles en cours	656 439		656 439	5 363 637		5 363 637
Avances, acomptes immobilisations incorporelles						
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>						
Terrains	303 998		303 998	303 998		303 998
Constructions	3 250 727	832 593	2 418 134	3 241 141	680 534	2 560 607
Installations techniques, matériel, outillage	389 443	333 471	55 972	348 951	306 828	42 123
Autres immobilisations corporelles	330 765	245 519	85 246	251 392	220 206	31 186
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>						
Titres de participations	1 116		1 116	-		-
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mise en équivalence						
Créances rattachées à des participations	42 478		42 478	-		-
Autres titres immobilisés						
Prêts	25 537		25 537	19 780		19 780
Autres immobilisations financières	301 174	13 988	287 186	67 796		67 796
<b>Total</b>	<b>18 819 604</b>	<b>5 373 560</b>	<b>13 446 044</b>	<b>16 849 668</b>	<b>4 474 785</b>	<b>12 374 883</b>

### 4.1.1.1 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition figurant dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017 pour 2 737 milliers d'euros porte uniquement sur l'acquisition de la société BIO-UV réalisée en 2010.

### 4.1.1.2 Immobilisations incorporelles

Les mouvements sur les immobilisations proviennent essentiellement des mouvements sur les frais de développement activés sur l'exercice.

Les frais de recherches et développements sont essentiellement composés des développements réalisés au titre de :

- BIOSEA I, II et améliorations lowflow pour environ 4 174 milliers d'euros et,
- 6 240 milliers d'euros relatifs aux frais liés à l'obtention de la certification USCG,

Les autres immobilisations incorporelles pour 150 milliers d'euros correspondent aux droits et taxes liées à la construction des locaux du groupe.

#### 4.1.1.3 Immobilisations corporelles

Les postes terrains et constructions correspondent essentiellement au retraitement du crédit-bail signé en 2013 pour la construction du nouveau siège social du groupe. Le contrat a débuté en date du 4 juillet 2013 pour une durée de 15 ans.

#### 4.1.1.4 Immobilisations financières

Ce poste n'appelle pas de commentaires particuliers.

### 4.1.2 Autres postes d'actif

#### 4.1.2.1 Stocks

Stocks et en-cours en EUR	31/12/2018	31/12/2017
Matières premières, approvisionnements	2 253 152	1 551 577
En-cours de production de biens	167 714	33 528
En-cours de production de services		
Produits intermédiaires et finis	402 259	404 256
Marchandises	115 345	90 710
<b>Total</b>	<b>2 938 470</b>	<b>2 080 071</b>

La direction estime que les stocks actuellement présents dans les comptes ne présentent aucun risque de dépréciation.

Les stocks de matières premières sont constitués de produits liés aux éléments électrique, acier 316 L, pompes Grundfos, filtres en cuproaluminium, tubes quartz, lampes UV, emballages, appareils et pièces détachées DELTA-UV, à toutes pièces détachées nécessaires tant à la production qu'au négoce après-vente.

Les stocks de produits finis comprennent les appareils de traitement de l'eau par ultraviolets pour tout type d'application, les plateformes de montage BIOSEA.

Les produits semi-finis sont constitués des éléments en cours d'assemblages.

#### 4.1.2.2 Créances

Créances en EUR	31/12/2018	31/12/2017
Créances clients et comptes rattachés	3 309 084	751 202
Autres créances	1 402 761	686 390
<b>Total</b>	<b>4 711 845</b>	<b>1 437 592</b>

Les créances clients ont fait l'objet d'une dépréciation de 5 064 € en 2017 qui a été portée à 6 044 € au bilan 2018.

Notons que la société a réalisé des opérations de cessions à titre d'escomptes au 31 décembre 2018 pour un montant de 19 milliers d'euros et pour un montant de 465,3 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Le contrat d'affacturage a été arrêté en 2018. Le montant des créances cédées au 31 décembre 2017 s'élève à 433 milliers d'euros.

La hausse des créances clients s'explique par une très forte augmentation de l'activité de traitement des eaux de ballasts sur les deux derniers mois de l'exercice.

Les créances clients sont à échéances à moins d'un an.

Les autres créances se décomposent comme suit :

Autres créances en EUR	31/12/2018	31/12/2017
Créances fiscales et sociales	995 744	464 936
Autres créances	407 017	221 454
<b>Total</b>	<b>1 402 761</b>	<b>686 390</b>

Les créances fiscales comprennent au 31 décembre 2018 essentiellement les éléments suivants :

- Créances d'impôts pour 379 milliers d'euros au titre du CIR et CICE ;
- 88 milliers d'euros relatifs à des subventions à recevoir ;
- Créances de TVA pour 525 milliers d'euros.

Les créances fiscales comprennent au 31 décembre 2017 essentiellement les éléments suivants :

- Créances d'impôts pour 375 milliers d'euros au titre du CIR et CICE ;
- Créances de TVA pour 87 milliers d'euros.

Les autres créances comprennent au 31 décembre 2018 essentiellement les éléments suivants :

- Compte de séquestre pour 139 milliers d'euros en lien avec la cession de DELTA UV réalisée en 2016. Ce compte s'apure au fil des transactions réalisées avec le groupe ayant acquis la filiale ;
- 50 milliers d'euros relatifs à des produits à recevoir sur subvention d'exploitation ADEME ;
- 188 milliers d'euros relatifs à des acomptes versés aux fournisseurs ;
- Autres éléments individuellement non matériels pour 30 milliers d'euros.

Les autres créances comprennent au 31 décembre 2017 essentiellement les éléments suivants :

- Compte de séquestre pour 150 milliers d'euros en lien avec la cession de DELTA UV réalisée en 2016 ;
- Comptes de garantie Factor pour 56 milliers d'euros ;
- Autres éléments individuellement non matériels pour 15 milliers d'euros.

#### 4.1.2.3 Impôts différés :

Les actifs d'impôts différés sont constitués essentiellement de l'activation de déficits sociaux reportables. Les déficits fiscaux activés au 31 décembre 2017 s'établissaient à 792 442 € contre 1 267 990 € au 31 décembre 2018.

Actifs d'impôts différés en EUR	31/12/2018	31/12/2017
Activation des déficits reportables	1 267 990	792 442
IDA sur indemnité de départ à la retraite	45 283	56 400
Autres ID	- 19 725	- 8 505
<b>Total</b>	<b>1 293 548</b>	<b>840 337</b>



#### 4.1.2.4 Titres de placement et disponibilités

<b>Trésorerie et équivalents en EUR</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Valeurs mobilières de placement	5 050 677	
Disponibilités	867 734	1 005 374
<b>Total</b>	<b>5 918 411</b>	<b>1 005 374</b>

*Les valeurs mobilières de placement ont une échéance à moins d'un an.*

#### 4.1.3 Capitaux propres part du groupe et intérêts minoritaires

En EUR	Part du groupe				Intérêts minoritaires	Total
	Capital	Primes d'émission, de fusion, d'apport	Réserves et Résultat	Total part groupe		
<b>Capitaux propres N-2</b>	<b>4 045 026</b>		<b>2 049 234</b>	<b>6 094 260</b>	<b>45 494</b>	<b>6 139 754</b>
Distributions de dividendes						-
Résultat N			- 91 335	91 335		91 335
Sortie de périmètre	-				45 494	45 494
Variation de périmètre						-
Autres variations						-
<b>Capitaux propres N-1</b>	<b>4 045 026</b>		<b>1 957 899</b>	<b>6 002 925</b>	<b>-</b>	<b>6 002 925</b>
Distributions de dividendes						-
Résultat N			46 312	46 312		46 312
Sortie de périmètre	-					-
Variation de périmètre						-
1ère Augmentation de capital	1 142 459	850 678	-249 018	1 744 119		1 744 119
2 <sup>sd</sup> Augmentation de capital	2 650 484	6 315 206		8 965 690		8 965 690
Autres variations						-
<b>Capitaux propres N</b>	<b>7 837 969</b>	<b>7 165 884</b>	<b>1 755 193</b>	<b>16 759 046</b>	<b>-</b>	<b>16 759 046</b>

La première augmentation de capital est liée à la conversion des OCA Atalaya et Managers, la seconde à l'introduction en bourse de la société BIO-UV Group.

Le capital de la société s'élève à 7 837 969 €. Il est constitué de 7 837 969 actions de 1 €.

Les frais d'augmentation de capital nets d'impôt sur les sociétés ont été imputés directement sur les capitaux propres à hauteur de 1.2 M€.

#### 4.1.4 Autres postes du passif

##### 4.1.4.1 Avances conditionnées

Les avances conditionnées ne donnent lieu au paiement d'aucun intérêt.

##### 4.1.4.2 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour charges comprennent exclusivement la provision pour indemnité de départ à la retraite. Les modalités de calcul ont été explicitées en note 2.4.7.

#### 4.1.4.3 Emprunts et dettes assimilées

Dettes financières en EUR	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Emprunts obligataires convertibles	1 915 468		- 1 915 468	-
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements	3 570 520	2 800 000	- 2 313 945	4 056 575
Concours bancaires courants	157 047		- 154 202	2 845
Emprunts en crédit-bail	2 776 153		- 183 966	2 592 187
Emprunts et dettes financières divers				
<b>Total</b>	<b>8 419 188</b>	<b>2 800 000</b>	<b>- 4 567 581</b>	<b>6 651 607</b>

La variation des emprunts obligataires provient de l'exercice de la conversion de ces derniers le 12 mars 2018. L'exercice des obligations convertibles en actions a eu pour effet une augmentation de capital de 1 142 milliers d'euros, la constatation d'une prime d'émission de 851 milliers d'euros et un prélèvement sur les réserves de 249 milliers d'euros.

Les dettes financières au 31 décembre 2018 d'un montant total de 6 651 607 €, peuvent être ventilées comme suit :

Dettes financières en EUR	31/12/2018	< 1 an	< 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-		
Autres emprunts obligataires	-			
Emprunts et dettes auprès des établissements	4 056 575	766 259	2 874 371	415 945
Concours bancaires courants	2 845	2 845		
Emprunts en crédit-bail	2 592 187	190 928	877 843	1 523 416
Emprunts et dettes financières divers	-			
<b>Total</b>	<b>6 651 607</b>	<b>960 032</b>	<b>3 752 214</b>	<b>1 939 361</b>

Les emprunts sont tous des emprunts en euros à taux fixe et ne font pas l'objet d'une couverture.

#### 4.1.4.4 Fournisseurs et autres dettes

La décomposition des dettes fournisseurs et des autres dettes est la suivante :

Fournisseurs et autres dettes en EUR	31/12/2018	31/12/2017
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	505 596	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 085 701	1 827 496
Dettes fiscales et sociales	588 724	658 557
Autres dettes	225 177	76 248
Produits constatés d'avance	224 859	293 141

Les dettes fournisseurs sont à échéances à moins d'un an.

Les dettes fiscales et sociales comprennent au 31 décembre 2018 les éléments suivants :

- Dettes sociales envers le personnel pour 207 milliers d'euros ;
- Dettes envers les organismes sociaux pour 346 milliers d'euros ;
- Dettes de TVA pour 32 milliers d'euros.

Les dettes fiscales et sociales comprennent au 31 décembre 2017 les éléments suivants :

- Dettes sociales envers le personnel pour 292 milliers d'euros ;
- Dettes de TVA au passif de 38 milliers d'euros .



- Dettes envers les organismes sociaux pour 329 milliers d'euros.

Les produits constatés d'avance correspondent aux subventions d'investissement virées au compte de résultat chaque année au rythme de l'utilisation des biens immobilisés acquis.

## 4.2 Postes du compte de résultat consolidé

### Produits d'exploitation

Le groupe conçoit, fabrique et commercialise des systèmes innovants de désinfection de l'eau par ultra-violet (UV).

Le fait générateur générant la constatation du chiffre d'affaires est le transfert de propriété qui est le départ usine pour les ventes sur la France. A l'export les incoterms le plus souvent utilisés sont EXW et DAP.

En EUR	31/12/2018	31/12/2017
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>12 415 472</b>	<b>10 180 553</b>
Production stockée et immobilisée	684 291	357 918
Subventions d'exploitation	171 049	138 730
Reprises sur provisions et transferts de charges	104 997	94 158
Autres produits	2 752	1 532
<b>Autres Produits d'exploitation</b>	<b>963 089</b>	<b>592 338</b>

Notons que la production immobilisée 2018 s'élève à 552 milliers d'euros au 31 décembre 2018, contre 573 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Les reprises sur provisions s'élèvent à 47 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 29 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Chiffre d'affaires par origine :

En kEUR	31/12/2018	31/12/2017
France	6 769	5 232
Europe Hors France	2 652	1 913
Asie	1 145	950
Moyen-Orient	436	781
Amérique	747	560
Autre	666	745
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>12 415</b>	<b>10 181</b>

#### 4.2.1 Charges d'exploitation

En EUR	31/12/2018	31/12/2017
Achats et variations de stocks	5 177 796	3 587 844
Autres achats et charges externes	3 288 926	2 490 590
Impôts et taxes	254 936	251 238
Charges de personnel	3 727 972	3 271 879
Dotations aux amortissements des immobilisations	885 996	754 300
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres provisions et charges d'exploitation	28 178	11 009
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>13 363 804</b>	<b>10 366 860</b>

Les dotations aux amortissements sur frais de développement s'élèvent à 651 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 527 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

L'effectif moyen annuel est le suivant :

Effectif moyen	31/12/2018	31/12/2017
BIO-UV Group / BIOFIN	59	6
BIO-UV		52
BIOSEA	5	4
<b>Total :</b>	<b>64</b>	<b>62</b>

#### 4.2.2 Résultat financier

En EUR	31/12/2018	31/12/2017
Produits financiers	7 304	143 784
Charges financières	287 148	931 797
<b>Résultat financier</b>	<b>-279 844</b>	<b>-788 013</b>

Le résultat financier est constitué des charges financières et assimilées sur emprunts ainsi que des différences de change. Les différences de change concernent principalement des opérations hors exploitation, de fait elles restent classées en résultat financier et ne sont pas reclassées en exploitation.

#### 4.2.3 Résultat exceptionnel

La distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel est faite selon les règles du Code de Commerce. Le résultat exceptionnel comprend toutes les sommes ne se rattachant pas à l'exploitation courante.

La décomposition du résultat exceptionnel est la suivante :

En EUR	31/12/2018	31/12/2017
Produit exceptionnel sur le litige avec le fournisseurs Syclope Electronique	122 041	
Quote part de subvention d'investissement	68 330	98 784
Réprise de la dépréciation de l'écart d'acquisition BIO ALLIANCE		48 438
Autres produits	10 506	19 805
<b>Total produits exceptionnels</b>	<b>200 877</b>	<b>167 027</b>
Impact de la sortie de BIO ALLIANCE		163 475
Charge exceptionnelle sur le litige avec le fournisseurs Syclope Electronique	56 667	
Indemnités de départ	24 890	
Autres charges	51 197	47 752
<b>Total charges exceptionnels</b>	<b>132 754</b>	<b>211 227</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>68 123</b>	<b>- 44 200</b>

Le litige avec la société Syclope a été soldé, suite au jugement rendu le 15 mai 2018 par la cour d'appel de Montpellier, se traduisant par un boni de 65 milliers d'euros.

#### 4.2.4 Impôt sur le résultat

En EUR	31/12/2018	31/12/2017
Impôts dus sur les bénéfices	209 936	-240 836
Impôts différés sur les bénéfices	-453 212	-94 011
<b>Total :</b>	<b>-243 276</b>	<b>-334 847</b>

Impôt sur le résultat en EUR	Avant IS	IS	Après IS
Résultat courant avant impôt	- 265 087	- 261 329	- 3 758
Résultat exceptionnel	68 123	18 053	50 070
<b>Résultat Net</b>	<b>- 196 964</b>	<b>- 243 276</b>	<b>46 312</b>

PREUVE D'IMPOT En EUR	31/12/2018	31/12/2017
Résultat consolidé après impôt	46 312	-91 335
Résultat des sociétés mises en équivalence		
<b>Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées</b>	<b>46 312</b>	<b>-91 335</b>
<b>Impôt réel</b>	<b>-243 276</b>	<b>-334 847</b>
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)		
<b>Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées</b>	<b>-196 964</b>	<b>-426 182</b>
<b>IMPOT THEORIQUE GROUPE AU TAUX DE 28 %</b>	<b>-55 150</b>	<b>-119 331</b>
<b>ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL</b>	<b>-188 126</b>	<b>-215 516</b>

JUSTIFICATION DE L'ECART		
Ecart sur bases imposées à taux différent	27 693	6 393
Produits (minoration ) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	-227 105	-240 836
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société		
<b>Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt</b>	<b>-199 412</b>	<b>-234 443</b>
<b>SOLDE ECART LIE AUX BASES FISCALES A JUSTIFIER</b>	<b>11 286</b>	<b>18 927</b>
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	14 053	16 251
Autres bases	-2 767	2 676
<b>Justification de l'écart lié aux bases fiscales</b>	<b>11 286</b>	<b>18 927</b>
<b>JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL</b>	<b>-188 126</b>	<b>-215 516</b>

Convention de signes : dans la partie relative à la justification des écarts les montants négatifs correspondent à des produits et les montants positifs à des charges.

Le produit d'impôt correspond pour 2018, au crédit d'impôt recherche 2018 pour 204 818 € et à la régularisation du crédit impôt recherche 2014 pour 22 287 €, et pour 2017 au crédit impôt recherche 2017 pour 240 836 €.

## 5 Autres informations

### 5.1 Information sectorielle

#### 5.1.1 Documentation et explications sur les différents secteurs d'activité.

Le groupe adresse deux secteurs d'activités distincts dans la désinfection des eaux par UV :

- Le traitement des eaux dites récréatives, municipales et industrielles, dit secteur traditionnel ou historique. En 2000, le Groupe a lancé la gamme BIO-UV de traitement automatique sans chlore

des piscines et spas privés permettant d'adresser le marché dit Récréatif (piscines et spas privés et collectifs). Entre 2002 et 2011, le Groupe a complété ses activités historiques par des gammes de produits permettant d'adresser le marché de la potabilisation, traitement des effluents, des eaux usées et des eaux de process, dit marché Municipal et Industriel, aquaculture, aquariums publics, etc.

- Le traitement des eaux de ballast, qui est un marché porté par des exigences réglementaires qui imposent depuis septembre 2017 aux bateaux neufs et pour les bateaux existants à compter de septembre 2019 de disposer d'un équipement de traitement de leurs eaux de ballast. Le Groupe a lancé en 2011 le développement d'un système de traitement des eaux de ballast (BIO-SEA) qui a abouti à l'obtention de la certification OMI en 2013 et à l'obtention de la certification US Coast-Guard (USCG) en juin 2018.

### 5.1.2 Décomposition des principales données financières par secteur d'activité :

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES :

Nature des activités		31/12/2018		31/12/2017	
		en KEUR	en %	en KEUR	en %
Chiffre d'affaires	activité historique	7 160	58%	7 063	69%
Chiffre d'affaires	activité ballast	5 255	42%	3 117	31%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>Total</b>	<b>12 415</b>	<b>100%</b>	<b>10 180</b>	<b>100%</b>

## 5.2 Engagements hors bilan

### 5.2.1 Engagements hors bilan reçus

Néant

### 5.2.2 Engagements hors bilan accordés

Les engagements donnés sont relatifs au nantissement du fonds de commerce / pari-passu et se décomposent comme suit :

Emprunt En KEUR	Date de départ du nantissement / pari passu	Montant de l'emprunt	Montant restant dû au poste de bilan au 31/12/2018	Montant restant dû au poste de bilan au 31/12/2017
Banque Populaire du Sud	mai-17	500	401	471
BNP Paribas	mai-17	300	234	276
CIC Lyonnaise de Banque	avril-17	500	390	460
Banque Populaire du Sud	octobre-15	300	112	172
BNP Paribas	juin-18	200	177	
HSBC	juin-18	200	184	
CIC	juin-18	200	181	
CRCA	juin-18	200	180	
Banque Populaire du Sud	juin-18	400	400	
<b>Total</b>		<b>2 800</b>	<b>2 259</b>	<b>1 379</b>

### 5.3 Evènements postérieurs à la clôture

Une transmission universelle du patrimoine de la société BIOSEA SAS au profit de la société BIO-UV Group SA, a été réalisée avec effet au 1er janvier 2019.

La société BIOUV-Group a réalisé l'ensemble des formalités pour la création de son CSE, qui a pu se réunir pour la première fois le 8 mars 2019.



VI. COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIETE BIO-UV GROUP POUR L'EXERCICE CLOS LE 31  
DECEMBRE 2018

VI | 1 Bilan actif

BIOUV Group	<b>BILAN ACTIF</b>	page 2
Période du 01/01/2018 au 31/12/2018	Présenté en Euros	

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
<b>Actif Immobilisé</b>						
Frais d'établissement						
Recherche et développement	10 497 507	3 796 460	6 701 046	20,46		
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	132 712	105 999	26 714	0,12		
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	1 912 767	45 324	1 867 444	8,21	115 089	1,74
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions	54 725	16 234	38 491	0,17	32 350	0,49
Installations techniques, matériel & outillage industriels	389 443	333 471	55 972	0,25		
Autres immobilisations corporelles	323 539	241 846	81 694	0,36	7 954	0,12
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	501 116		501 116	2,20	5 000 013	75,45
Créances rattachées à des participations	42 478		42 478	0,19	818 440	12,35
Autres titres immobilisés	198 005	13 988	184 017	0,81		
Prêts	25 537		25 537	0,11	1 992	0,03
Autres immobilisations financières	103 169		103 169	0,45		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>14 180 998</b>	<b>4 553 322</b>	<b>9 627 677</b>	<b>42,33</b>	<b>5 975 837</b>	<b>60,21</b>
<b>Actif circulant</b>						
Matières premières, approvisionnements	2 253 152		2 253 152	0,01		
En cours de production de biens	167 714		167 714	0,74		
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis	402 259		402 259	1,77		
Marchandises	115 345		115 345	0,51		
Avances & acomptes versés sur commandes	188 160		188 160	0,83		
Clients et comptes rattachés	3 020 747	6 044	3 014 703	13,25	197	0,00
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel	1 160		1 160	0,01		
. Organismes sociaux	1 214		1 214	0,01		
. Etat, impôts sur les bénéfices	379 465		379 465	1,67	375 474	5,97
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	78 783		78 783	0,35	39 379	0,59
. Autres	478 278		478 278	2,10	11 247	0,17
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	5 050 677		5 050 677	22,20		
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	843 973		843 973	3,71	111 217	1,86
Charges constatées d'avance	127 204		127 204	0,56	111 271	1,86
<b>TOTAL (II)</b>	<b>13 108 131</b>	<b>6 044</b>	<b>13 102 087</b>	<b>57,60</b>	<b>648 786</b>	<b>9,79</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion actif (V)	17 029		17 029	0,07		
<b>TOTAL ACTIF (0 à V)</b>	<b>27 306 158</b>	<b>4 559 366</b>	<b>22 746 793</b>	<b>100,00</b>	<b>6 624 623</b>	<b>100,00</b>

## VI | 2 Bilan passif

BIOUV Group

### BILAN PASSIF

page 3

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Présenté en Euros

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social ou individuel ( dont versé : 7 837 969 )	7 837 969	34,46	4 045 026	61,06
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	6 872 739	90,21		
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	18 107	0,08	18 107	0,27
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	18 947	0,08	267 964	4,04
Report à nouveau	34 363	0,15	-85 172	-0,97
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-554 705</b>	<b>-2,43</b>	<b>99 535</b>	<b>1,50</b>
Subventions d'investissement	224 815	0,90		
Provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>14 452 235</b>	<b>63,54</b>	<b>4 365 460</b>	<b>65,90</b>
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées	225 000	0,90		
<b>TOTAL (II)</b>	<b>225 000</b>	<b>0,90</b>		
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour risques	17 029	0,07		
Provisions pour charges				
<b>TOTAL (III)</b>	<b>17 029</b>	<b>0,07</b>		
<b>Emprunts et dettes</b>				
Emprunts obligataires convertibles			1 865 045	28,15
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	4 039 864	17,78		
. Découverts, concours bancaires	2 845	0,01	54	0,00
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	16 711	0,07	50 423	0,78
. Associés			217	0,00
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	211 911	0,88		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 055 330	13,43	169 242	2,55
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	181 712	0,80	37 486	0,57
. Organismes sociaux	294 340	1,20	71 266	1,08
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	32 140	0,14	31	0,00
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	5 817	0,02		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	211 541	0,88	65 399	0,99
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>8 052 212</b>	<b>35,40</b>	<b>2 259 163</b>	<b>34,10</b>
Ecart de conversion passif (V)	316	0,00		
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>	<b>22 746 793</b>	<b>100,00</b>	<b>6 624 623</b>	<b>100,00</b>



## VI | 3 Compte de résultat

BIOUV Group

### COMPTE DE RÉSULTAT

page 4

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
Ventes de marchandises	1 954 825	916 163	2 870 989	24,73			2 870 989		NB
Production vendue biens	5 622 133	2 787 545	8 409 677	72,43			8 409 677		NB
Production vendue services	288 068	42 009	330 077	2,84	732 770	100,00	-402 693	-54,94	
<b>Chiffres d'Affaires Nets</b>	<b>7 865 026</b>	<b>3 745 718</b>	<b>11 610 743</b>	<b>100,00</b>	<b>732 770</b>	<b>100,00</b>	<b>10 877 973</b>		<b>NB</b>
Production stockée			132 189	1,14			132 189		NB
Production immobilisée			552 102	4,76			552 102		NB
Subventions d'exploitation			171 053	1,47	31 588	4,31	139 465	441,51	
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			57 216	0,49	387 858	52,93	-330 642	-45,24	
Autres produits			2 748	0,02	4	0,00	2 744		NB
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>12 526 050</b>	<b>107,86</b>	<b>1 152 220</b>	<b>157,24</b>	<b>11 373 830</b>	<b>987,12</b>	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			606 834	5,23			606 834		NB
Variation de stock (marchandises)			-24 635	-0,20			-24 635		NB
Achats de matières premières et autres approvisionnements			5 296 889	45,62			5 296 889		NB
Variation de stock (matières premières et autres approv.)			-701 575	-6,03			-701 575		NB
Autres achats et charges externes			3 295 605	28,38	594 605	81,14	2 701 000	454,25	
Impôts, taxes et versements assimilés			246 324	2,12	66 250	9,04	180 074	271,81	
Salaires et traitements			2 351 145	20,25	349 597	47,71	2 001 548	572,53	
Charges sociales			999 526	8,61	153 549	20,66	845 977	550,06	
Dotations aux amortissements sur immobilisations			735 853	6,34	23 129	3,18	712 724		NB
Dotations aux provisions sur immobilisations									
Dotations aux provisions sur actif circulant			6 044	0,05			6 044		NB
Dotations aux provisions pour risques et charges									
Autres charges			21 575	0,19	92	0,01	21 483		NB
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>			<b>12 833 585</b>	<b>110,53</b>	<b>1 187 222</b>	<b>162,02</b>	<b>11 646 363</b>	<b>980,95</b>	
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>-307 534</b>	<b>-2,64</b>	<b>-35 003</b>	<b>-4,77</b>	<b>-272 531</b>	<b>-778,56</b>	
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>									
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)									
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)									
Produits financiers de participations					660 000	90,07	-660 000	-100,00	
Produits des autres valeurs mobilières et créances									
Autres intérêts et produits assimilés	1 037			0,01			1 037		NB
Reprises sur provisions et transferts de charges	4 530			0,04			4 530		NB
Différences positives de change	20 189			0,17			20 189		NB
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
<b>Total des produits financiers (V)</b>			<b>25 756</b>	<b>0,22</b>	<b>660 000</b>	<b>90,07</b>	<b>-634 244</b>	<b>-96,09</b>	
Dotations financières aux amortissements et provisions			31 016	0,27			31 016		NB
Intérêts et charges assimilées			111 393	0,96	525 030	71,65	-413 637	-78,77	
Différences négatives de change			14 589	0,13			14 589		NB
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements									
<b>Total des charges financières (VI)</b>			<b>156 999</b>	<b>1,35</b>	<b>525 030</b>	<b>71,65</b>	<b>-368 031</b>	<b>-70,09</b>	
<b>RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			<b>-131 242</b>	<b>-1,12</b>	<b>134 970</b>	<b>18,42</b>	<b>-266 212</b>	<b>-197,25</b>	
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>-438 777</b>	<b>-3,77</b>	<b>99 968</b>	<b>13,54</b>	<b>-538 745</b>	<b>-836,91</b>	

COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	132 483	1,14	67	0,01	132 416	NB
Produits exceptionnels sur opérations en capital	68 330	0,59			68 330	NB
Reprises sur provisions et transferts de charges						
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>	<b>200 812</b>	<b>1,73</b>	<b>67</b>	<b>0,01</b>	<b>200 745</b>	<b>NB</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	106 804	0,92	500	0,07	106 304	NB
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>106 804</b>	<b>0,92</b>	<b>500</b>	<b>0,07</b>	<b>106 304</b>	<b>NB</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>94 008</b>	<b>0,81</b>	<b>-433</b>	<b>-0,05</b>	<b>94 441</b>	<b>NB</b>
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	209 936	1,81			209 936	NB
<b>Total des Produits (I+III+V+VII)</b>	<b>12 752 619</b>	<b>100,83</b>	<b>1 812 287</b>	<b>247,32</b>	<b>10 940 332</b>	<b>803,86</b>
<b>Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>13 307 323</b>	<b>114,81</b>	<b>1 712 752</b>	<b>233,74</b>	<b>11 594 571</b>	<b>876,96</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>-554 705</b>	<b>-4,77</b>	<b>99 535</b>	<b>13,68</b>	<b>-654 240</b>	<b>-657,29</b>
Dont Crédit-bail mobilier						
Dont Crédit-bail immobilier	312 309	2,89	312 900	42,70	-591	-0,18

## **VI | 4 Annexes**

### **VI.4.1 PREAMBULE**

L'exercice social clos le 31/12/2018 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2017 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 22 746 792,60 €.

Le résultat net comptable est une perte de 554 704,60 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 25/03/2019 par le Président.

Au 01 Janvier 2018, la société BIO-UV a transmis universellement son patrimoine à la Société BIOFIN, désormais dénommée BIO-UV Group. Cette opération limite la comparabilité des exercices 2017 et 2018.

### **VI.4.2 REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrécouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.
- Stocks de matières premières : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.
- Stocks des autres approvisionnements : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.
- En cours de production de biens : ils sont valorisés au coût de revient de production.
- Stocks de produits : ils sont valorisés au coût de revient, à l'exception des frais de commercialisation.
- Stocks de marchandises : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- Les licences et logiciels informatiques faisant l'objet d'amortissement,
- Le logiciel, ainsi que les frais engagés pour son adaptation, et la licence d'exploitation du site internet.
- Les frais de développement.

La société a opté pour la méthode préférentielle de comptabilisation des frais de développement à l'actif. Ils sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants sont satisfaits :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement en vue de sa mise en service ou de sa vente,

- l'intention de la Société d'achever le projet de développement et d'utiliser l'immobilisation incorporelle ou de la vendre,
- la capacité à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- la démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le projet de développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Sont activables les coûts qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation, qui incluent :

- les coûts des services utilisés ou consommés pour générer l'immobilisation incorporelle ;
- les salaires et charges du personnel engagé pour générer l'actif.

Les dépenses ne sont activées qu'à partir de la date à laquelle les conditions d'activation de l'immobilisation incorporelle sont remplies notamment lorsque la société dispose d'une assurance raisonnable de la prochaine commercialisation d'un produit à l'issue des tests de validation.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

La Société n'a pas comptabilisé dans les comptes sociaux la provision pour engagement de retraite. Le montant évalué au 31 Décembre 2018, est de 204 K€ estimée selon la recommandation ANC n°2013-02 faisant référence à une méthode d'évaluation actuarielle rétrospective dont les paramètres sont les suivants :

Paramètres utilisés :

- Age de la retraite : 65 ans
- Hypothèse d'actualisation : 1.30% (Taux iBoxx Corporate AA10 + zone euro)
- Taux de revalorisation annuel des salaires : 2%
- Table de mortalité : table de mortalité 2013\_2015 publiée par l'INSEE
- Taux de charges sociales : taux réel des charges supportées par la Société

Les titres de participation et créances rattachées sont comptabilisées au bilan à leur cout d'acquisition hors frais accessoires.

Une dépréciation des titres de participation est calculée par différence entre la valeur brute et leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée par référence à la situation nette sociale et aux résultats de la filiale, augmentée le cas échéant des actifs incorporels retenus en consolidation et par référence, aux perspectives de rentabilité à court et moyen terme.

Les prêts sont le cas échéant dépréciés pour tenir compte de leur valeur de recouvrement estimée.

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas en fonction du retard de règlement, de la situation des débiteurs (procédure collective ou non) et de toute autre information pertinente à la date d'arrêté des comptes.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées sur la base des couvertures réalisées ou à défaut des taux de change à la clôture de l'exercice. Les différences liées à la réévaluation sont comptabilisées en écart de conversion.

Les disponibilités correspondent aux soldes bancaires à la clôture. Les disponibilités en devises étrangères sont converties et comptabilisées sur la base des taux de change à la clôture de l'exercice. Les différences liées à la réévaluation sont comptabilisées dans le compte de résultat.

#### **VI.4.3 AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

##### ***AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS***

La Société BIO-UV Group a été transformée en Société Anonyme avec Conseil d'Administration, en date du 25 Avril 2018.

##### ***COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE***

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS.

En outre, compte tenu des conditions de fiabilité et de probabilité d'obtention du CICE, sa prise en compte pour des éléments de rémunération différés à long terme devrait être rare.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013).

Les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont les suivants : - 80 838 €

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- de recherche, d'innovation (100 %)

#### **VI.4.4 NOTES SUR LE BILAN ACTIF**

##### ***Frais de recherche & développement = 10 497 507 €***

<b>Frais recherche &amp; développement</b>	<b>Valeur brute</b>	<b>Amortissement</b>	<b>Valeur nette</b>	<b>Taux</b>
Frais recherche & développement	10 497 507	3 796 460	6 701 046	%

##### ***Actif immobilisé***

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 14 180 998 €

<b>Actif immobilisé</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>A la clôture</b>
Immobilisations incorporelles	295 067	12 247 919		12 542 986
Immobilisations corporelles	63 068	704 640		767 708
Immobilisations financières	5 820 445		4 950 141	870 304
<b>TOTAL</b>	<b>6 178 580</b>	<b>12 952 559</b>	<b>4 950 141</b>	<b>14 180 998</b>

Les frais de recherche et développements sont essentiellement composés des développements réalisés au titre de :

- BIOSEA I, II et améliorations lowflow pour environ 4 174 K€ et,
- 6 240 K€ relatifs aux frais liés à l'obtention de la certification USCG

Amortissements et provisions d'actif = 4 553 322 €

<b>Amortissements et provisions</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>A la clôture</b>
Immobilisations incorporelles	179 978	3 767 805		3 947 783
Immobilisations corporelles	22 765	568 786		591 551
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières		13 988		13 988
<b>TOTAL</b>	<b>202 743</b>	<b>4 350 579</b>		<b>4 553 322</b>

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Frais de r&d protos	17 815	16 439	1 377	de 2 à 3 ans
Protos 2011	365 800	365 800	0	5 ans
Skid biosea lf 60 démontable	42 328	16 955	25 374	5 ans
Projet enorm	86 940	86 940	0	2 ans
Projet bwm - bio sea	3 065 402	2 818 928	246 474	5 ans
Développement site intranet	21 561	21 561	0	3 ans
Biosea + améliorations	382 249	114 675	267 575	5 ans
Onorm dw	75 513	22 654	52 859	5 ans
Biosea 30-60	34 873	10 462	24 411	5 ans
Biosea b b0500 smvalves ep	120 220	36 066	84 154	5 ans
Biosea b ta uscg	6 241 615	260 067	5 981 548	6 ans
Nowmma	43 191	25 915	17 276	5 ans
Concessions et droits similaires	132 712	105 999	26 714	de 1 à 5 ans
Taxe pc - bat 850 av l medard	150 387	45 324	105 063	15 ans
Uvps	226 247	0	226 247	Non amortiss.
Uvi	43 520	0	43 520	Non amortiss.
Tup bio-uv	836 175	0	836 175	Non amortiss.
Aménagement ag installation construction	54 725	16 234	38 491	de 5 à 15 ans
Installations techniques	277 443	221 471	55 972	de 2 à 7 ans
Matériel industriel uvi pas de mouvement	112 001	112 001	0	de 2 à 5 ans
Installations gen -agencement-...	19 843	14 474	5 369	de 2 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	250 369	179 040	71 329	de 2 à 5 ans
Mobilier de bureau	53 328	48 331	4 997	de 3 à 59 ans
2013-04 - biosea industrialisation	2 385	0	2 385	Non amortiss.
2014-04 - biosea ii (uscg) affaire bsea	3 583	0	3 583	Non amortiss.
2014-8 - rw 10/20/40	9 149	0	9 149	Non amortiss.
2015-3 - dvlp biosea b	153 989	0	153 989	Non amortiss.
Projet 2015-4-5	19 413	0	19 413	Non amortiss.
2016-2 - nouvelle directive ce	33 401	0	33 401	Non amortiss.
2016-07 - e-pdm	1 905	0	1 905	Non amortiss.
2016-08 - modélisation	567	0	567	Non amortiss.
2016-09 - dvlp biosea a	11 340	0	11 340	Non amortiss.
2016-10 - dvlp biosea lf	35 266	0	35 266	Non amortiss.
2016-12 - dvlp plc biosea b	5 261	0	5 261	Non amortiss.
2016-13 - dvlp plc biosea lf	7 704	0	7 704	Non amortiss.
2016-17 - cip	16 375	0	16 375	Non amortiss.
2016-20 - data manager	13 509	0	13 509	Non amortiss.
2016-22 - dw onorm	1 457	0	1 457	Non amortiss.
2016-27 - renouvellement nsf em	12 982	0	12 982	Non amortiss.
2016-30 - uscg cmfda et affaire 630008	64 165	0	64 165	Non amortiss.
2017-02 - développement automate m172	36 932	0	36 932	Non amortiss.
2017-05 - harmonisation gammes bio-uv	37 507	0	37 507	Non amortiss.
2017-06 - coffrets de distribution	744	0	744	Non amortiss.
2017-08 - configurateur pmi	529	0	529	Non amortiss.
2017-10 - corrélation fluent	1 935	0	1 935	Non amortiss.
2018 - non affecte - divers	128 753	0	128 753	Non amortiss.
2018-02 - uv+ electrolyse	12 885	0	12 885	Non amortiss.
2018-03 - optimisation gamme pe am	33 349	0	33 349	Non amortiss.
2018-04 - smart ferti reuse	385	0	385	Non amortiss.
2018-05 - logiciel interne	9 296	0	9 296	Non amortiss.
2018-06 - biosea lf	174	0	174	Non amortiss.
2019-01 - mesure uvt en ligne	1 499	0	1 499	Non amortiss.
<b>TOTAL</b>	<b>13 310 694</b>	<b>4 539 334</b>	<b>8 771 360</b>	

Etat des créances = 4 258 036 €

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	171 184		171 184
Actif circulant & charges d'avance	4 086 852	4 086 852	
<b>TOTAL</b>	<b>4 258 036</b>	<b>4 086 852</b>	<b>171 184</b>

La hausse des créances clients s'explique par une très forte augmentation de l'activité de traitement des eaux de ballasts sur les deux derniers mois de l'exercice.

**Provisions pour dépréciation = 6 044 €**

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers		6 044			6 044
Comptes financiers					
<b>TOTAL</b>		<b>6 044</b>			<b>6 044</b>

**Créances représentées par des effets de commerce = 49 881 €**

Origine des effets de commerce	Montant
Clients et assimilés	49 881
Autres créances	
<b>TOTAL</b>	<b>49 881</b>

**Produits à recevoir par postes du bilan = 62 629 €**

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	62 629
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>62 629</b>

**Charges constatées d'avance = 127 204 €**

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

**VI.4.5 NOTES SUR LE BILAN PASSIF**

**Capital social = 7 837 969 €**

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	4045026	1,00	4 045 026
Titres émis	3792943	1,00	3 792 943
Titres remboursés ou annulés			
<b>Titres en fin d'exercice</b>	<b>7837969</b>	<b>1,00</b>	<b>7 837 969</b>

L'augmentation du capital social de 3 793 943 euros provient :

- d'une part de la conversion des OC Managers et ATALYA pour 1 142 459 actions à 1 euro,
- d'autre part de l'introduction en bourse avec l'émission de 2 650 484 actions nouvelles à 1 euro

**Provisions = 17 029 €**

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées		611	611		
Provisions pour risques & charges		17 029			17 029
<b>TOTAL</b>		<b>17 640</b>	<b>611</b>		<b>17 029</b>



**Etat des dettes = 7 840 301 €**

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	4 042 709	770 924	2 805 841	465 944
Dettes financières diverses	16 711	16 711		
Fournisseurs	3 055 330	3 055 330		
Dettes fiscales & sociales	514 009	514 009		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	211 541	211 541		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>7 840 301</b>	<b>4 568 516</b>	<b>2 805 841</b>	<b>465 944</b>

**Charges à payer par postes du bilan = 522 361 €**

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	3 272
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	56 484
Dettes fiscales & sociales	262 569
Autres dettes	200 036
<b>TOTAL</b>	<b>522 361</b>

**VI.4.6 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Ventilation du chiffre d'affaires = 11 610 743 €**

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Ventes de marchandises	2 902 874	25,00 %
Ventes de produits finis	8 409 677	72,43 %
Prestations de services	216 108	1,86 %
Produits des activités annexes	113 970	0,98 %
Rabais, remises & ristournes accord	-31 885	-0,27 %
<b>TOTAL</b>	<b>11 610 743</b>	<b>100,00 %</b>

**Ventilation de l'impôt sur les bénéfices = 209 936 €**

Niveau de résultat	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat d'exploitation	-307 534	209 936	-517 470
Résultat financier	-131 242		-131 242
Résultat exceptionnel	94 008		94 008
Participation des salariés			
<b>TOTAL</b>	<b>-344 769</b>	<b>209 936</b>	<b>-554 705</b>

**VI.4.7 AUTRES INFORMATIONS****Rémunération des dirigeants**

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

**Honoraires des Commissaires Aux Comptes**

	Montant
Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	41 725
Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de service	
<b>TOTAL</b>	<b>41 725</b>

### *Effectif moyen*

<b>Catégories de salariés</b>	<b>Salariés</b>	<b>En régie</b>
Cadres	7	
Agents de maîtrise & techniciens	39	
Employés		
Ouvriers	15	
Apprentis sous contrat		
<b>TOTAL</b>	<b>61</b>	<b>0</b>

### *Identité société-mère consolidant les comptes de la société*

La Société est la tête d'intégration fiscale du groupe d'intégration. La Société qu'elle intègre dans son périmètre fiscal est la SASU BIOSEA.

### *Dettes garanties par des sûretés réelles*

Hypothèque consentie par un tiers à hauteur de 892 742 € à la clôture pour le leasing immobilier sur le bâtiment à usage commercial

### *Autres informations complémentaires*

Engagements donnés auprès de la Banque CIC  
Garantie marché étranger ret. Gar. : 2 988.00 €  
Garantie marché étra. Gar.Exécution : 211 740.00 €  
Caution marché privé Gar.Exécution : 29 416.00 €  
Caution marché privé Restitution acompte : 21 546.00 €  
Engagements crédit-bail immobilier

La société dispose d'un contrat de crédit-bail immobilier, mis en place pour le financement des locaux de son activité industrielle, signé le 11 janvier 2013, pour 3 500 000 € (hors levée option 295 000 €) en 60 trimestres de 78 750 € dont le dernier sera le 04/04/2028. Les redevances restant à verser s'élèvent à : 2 995 191 €.

## **VI.4.8 DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE**

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

### *Produits à recevoir = 62 629 €*

<b>Produits à recevoir sur autres créances</b>	<b>Montant</b>
Avoirs à recevoir ( 4098000000 )	11 534
Ijss à recevoir ( 4387010000 )	1 214
Divers produits à recevoir ( 4687000000 )	49 880
<b>TOTAL</b>	<b>62 629</b>

### *Charges constatées d'avance = 127 204 €*

<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>Montant</b>
Charges constatées d'avances ( 4860000000 )	127 204
<b>TOTAL</b>	<b>127 204</b>

*Charges à payer = 522 361 €*

<b>Emprunts &amp; dettes auprès des étab. de crédit</b>	<b>Montant</b>
Intérêts courus/oca( 1688000000 )	427
Intérêts courus à payer( 5186000000 )	2 845
<b>TOTAL</b>	<b>3 272</b>

<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>Montant</b>
Fourn factures non parvenues ( 4081000000 )	56 484
<b>TOTAL</b>	<b>56 484</b>

<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>Montant</b>
Dettes provisions / congés payés ( 4282000000 )	164 712
Personnel autres charges à payer ( 4286000000 )	17 000
Charg.soc./congés payés ( 4382000000 )	68 069
Autres charges sociales à payer ( 4386000000 )	6 970
Charges à payer ( 4486000000 )	5 817
<b>TOTAL</b>	<b>262 569</b>

<b>Autres dettes</b>	<b>Montant</b>
Charges à payer ( 4686000000 )	169 158
Clients avoirs à établir ( 4198000000 )	30 878
<b>TOTAL</b>	<b>200 036</b>

## VI.4.9 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

### Tableau

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
<b>A – Renseignements détaillés concernant les filiales &amp; participations</b>										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
SAS BIOSEA	500 000	-228 322	100	500 000	500 000			4 146 879	88 442	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
<b>B – Renseignements globaux concernant les autres filiales &amp; participations</b>										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

### Observations complémentaires

## VII. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### VII | 1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
650 rue Henri Becquerel  
34000 Montpellier

**Jean Paul Lacombe**  
67, route de Béziers  
34430 Saint Jean de Védas

#### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2018)**

A l'assemblée générale  
**BIO-UV GROUP**  
850 Avenue Louis Medard  
34400 LUNEL

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BIO-UV GROUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

##### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Préambule » de l'annexe des comptes annuels concernant l'opération de transmission universelle de patrimoine entre la société BIOFIN et la société BIO-UV.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### *Règles et principes comptables – « Immobilisations incorporelles »*

Comme indiqué dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe relatif aux méthodes et règles comptables, à l'alinéa relatifs aux immobilisations incorporelles, la société comptabilise en immobilisations incorporelles les frais de développement répondant aux critères prévus par les règles et principes comptables français. Nous avons examiné les prévisions d'activité et de profitabilité sous-tendant le caractère approprié de cette comptabilisation, les modalités retenues pour l'amortissement des frais de développement ainsi comptabilisés et, pour la vérification de leur valeur actuelle, nous nous sommes assurés que la note « Règles et méthodes comptables » relative aux immobilisations incorporelles de l'annexe fournit une information appropriée.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du ci-dessous.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce concernant les factures reçues et émises ne suivent pas les modèles de tableaux proposés dans le décret notamment, l'information sur le pourcentage du montant total des achats hors taxes de l'exercice, le pourcentage du chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice mais aussi les délais de paiement de référence utilisés ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

#### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

### **Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montpellier, le 29 avril 2019

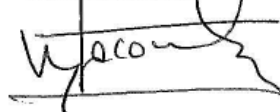
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Céline Gianni Darnet

Jean Paul Lacombe





## VII | 2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
650 rue Henri Becquerel  
34000 Montpellier

**Jean Paul Lacombe**  
67, route de Béziers  
34430 Saint Jean de Védas

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

**(Exercice clos le 31 décembre 2018)**

A l'assemblée générale  
**BIO-UV GROUP**  
850 Avenue Louis Medard  
34400 LUNEL

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BIO-UV GROUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

##### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui,

selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

*Règles et principes comptables – « Ecarts d'acquisition »*

Les écarts d'acquisition, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2018 s'établit à 2 737 KE, ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les modalités décrites dans la note 2.3.2 « Traitement des écarts de première consolidation et écarts d'acquisition » de l'annexe des comptes consolidés.

Nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées, et nous avons vérifié que la note 2.3.2 « Traitement des écarts de première consolidation et écarts d'acquisition » de l'annexe des comptes consolidés donne une information appropriée.

*Règles et principes comptables – « Immobilisations incorporelles »*

Comme indiqué dans la note 2.4.1.1.1 « Méthodes et règles comptables des immobilisations incorporelles » de l'annexe, la société comptabilise en immobilisations incorporelles les frais de développement répondant aux critères prévus par les règles et principes comptables français. Nous avons examiné les prévisions d'activité et de profitabilité sous-tendant le caractère approprié de cette comptabilisation, les modalités retenues pour l'amortissement des frais de développement ainsi comptabilisés et, pour la vérification de leur valeur actuelle, nous nous sommes assurés que la note 2.4.1.1.1 « Méthodes et règles comptables des immobilisations incorporelles » de l'annexe fournit une information appropriée.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.  
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

**BIO-UV GROUP**

*Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés*

*Exercice clos le 31 décembre 2018 - Page 4*

---

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Montpellier, le 29 avril 2019

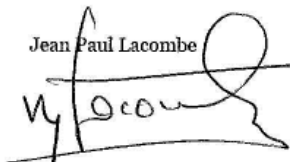
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Céline Gianni Darnet

Jean Paul Lacombe



## VII | 3 Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Société BIO-UV GROUP

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **1 Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale**

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

PricewaterhouseCoopers Audit  
650, rue Henri Becquerel  
34000 Montpellier

Jean-Paul Lacombe  
67, route de Béziers  
34430 St Jean de Védas

Société BIO-UV GROUP  
Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 12 2018

Page 2 / 2

## 1.1 Contrat de travail

Personne visée : Monsieur Laurent-Emmanuel Migeon, Directeur Général Délégué et Administrateur.

Votre société a conclu depuis le 2 janvier 2018 un contrat de travail à durée indéterminée qui définit les conditions d'emploi en qualité de Directeur des Opérations avec un statut de cadre supérieur dirigeant.

Le montant total des rémunérations versées par la société BIO-UV GROUP s'élève à 133 600 € au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

En application de la loi, nous vous signalons que l'autorisation préalable donnée par le conseil d'administration ne comporte pas les motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société prévus par l'article L. 225-38 du code de commerce.

## 2 Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Montpellier et Saint-Jean-de-Védas, le 29 avril 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Céline Gianni Darnet



Jean-Paul Lacombe

